

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/40488]

11 FEVRIER 2019. — Loi portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE II. — *Dispositions fiscales*

CHAPITRE 1^{er}. — *Statut unique*

Art. 2. Dans l'article 67^{quater} du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 26 décembre 2013 et modifié par la loi du 18 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Par travailleur visé à l'alinéa 1^{er}, le montant des bénéfices et profits à exonérer pour la période imposable s'élève à :

- trois semaines de rémunération, de la sixième année de service jusqu'à la vingtième année incluse commencée par ce travailleur après le 1^{er} janvier 2014;

- une semaine de rémunération, à partir de la vingt et unième année de service commencée par ce travailleur après le 1^{er} janvier 2014.";

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Le montant des bénéfices et profits à exonérer visé à l'alinéa 2 qui est, le cas échéant, limité en application de l'alinéa 4, est étalé sur la période imposable et les quatre périodes imposables suivantes à concurrence de 20 p.c. par période imposable.";

3° à l'alinéa 3 ancien, qui devient l'alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "un montant maximum" sont remplacés par les mots "un montant maximum de rémunération mensuelle brute par travailleur";

b) la deuxième phrase est abrogée;

4° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 3 ancien, qui devient l'alinéa 4, et l'alinéa 4 ancien, qui devient l'alinéa 8 :

"Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa 4. Lesdits arrêtés sont censés ne pas avoir produit leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois de la date de leur publication au *Moniteur belge*.

La rémunération mensuelle brute à prendre en compte est la rémunération mensuelle brute moyenne, avant retenue des cotisations personnelles de sécurité sociale, calculée sur le total du nombre de mois de la période imposable pour laquelle l'exonération est sollicitée.

Pour déterminer la rémunération hebdomadaire, le montant maximum de rémunération mensuelle brute est multiplié par trois et divisé par treize.";

5° dans l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 8, les mots "la période imposable dont l'emploi prend fin." sont remplacés par les mots "la période imposable au cours de laquelle l'emploi prend fin et le montant encore à exonérer pour ce travailleur suite à l'étalement visé à l'alinéa 3 ne peut plus être exonéré."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/40488]

11 FEBRUARI 2019. — Wet houdende fiscale, fraudebestrijdende, financiële alsook diverse bepalingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL II. — *Fiscale bepalingen*

HOOFDSTUK 1. — *Eenheidsstatuut*

Art. 2. In artikel 67^{quater} van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 26 december 2013 en gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Het voor het belastbaar tijdperk vrij te stellen bedrag van de winsten en baten per in het eerste lid bedoelde werknemer, bedraagt :

- drie weken bezoldiging, van het zesde tot en met het twintigste door deze werknemer begonnen dienstjaar na 1 januari 2014;

- een week bezoldiging, vanaf het eenentwintigste door deze werknemer begonnen dienstjaar na 1 januari 2014.";

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"Het in het tweede lid bedoelde vrij te stellen bedrag van de winsten en baten, dat in voorkomend geval wordt beperkt bij toepassing van het vierde lid, wordt gespreid over het belastbaar tijdperk en de vier volgende belastbare tijdperken ten belope van 20 pct. per belastbaar tijdperk.";

3° in het vroegere derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "een maximumbedrag" worden vervangen door de woorden "een maximumbedrag van bruto maandbezoldiging per werknemer";

b) de tweede zin wordt opgeheven;

4° tussen het vroegere derde lid, dat het vierde lid wordt, en het vroegere vierde lid, dat het achtste lid wordt, worden drie leden ingevoegd, luidende :

"De Koning zal bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, onmiddellijk indien ze in zitting is, zo niet bij de opening van de eerstvolgende zitting, een wetsontwerp indienen tot bekrachtiging van de in uitvoering van het vierde lid genomen besluiten. Deze besluiten worden geacht geen uitwerking te hebben gehad indien ze niet bij wet zijn bekrachtigd binnen de twaalf maanden na de datum van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De in aanmerking te nemen bruto maandbezoldiging is de gemiddelde bruto maandelijkse bezoldiging, voor inhouding van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage, berekend over het totaal aantal maanden van het belastbaar tijdperk waarvoor de vrijstelling wordt aangevraagd.

Om de wekelijkse bezoldiging te bepalen wordt het maximumbedrag van de bruto maandbezoldiging vermenigvuldigd met drie en gedeeld door dertien.";

5° in het vierde lid, dat het achtste lid wordt, worden de woorden "waarin de tewerkstelling een einde neemt." vervangen door de woorden "waarin de tewerkstelling een einde neemt en kan het ingevolge de in het derde lid bedoelde spreiding nog vrij te stellen bedrag voor die werknemer niet meer vrijgesteld worden."

Art. 3. L'article 2 produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

CHAPITRE 2. — *Atad - Limitation d'intérêts*

Art. 4. Le présent chapitre a pour objet de transposer partiellement la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur.

Art. 5. L'article 35 de la loi du 25 décembre 2017 portant réforme de l'impôt des sociétés, remplacé par la loi du 30 juillet 2018, est retiré.

Art. 6. A l'article 86 de la même loi, modifié par la loi du 30 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au B1, les mots "35, 39, 5° et 9°" sont remplacés par les mots "34, 36, 39, 5° à 15°, 40°";

2° au B2, les mots "34, 36, 39, 2°, 4°, 6° à 8° et 10° à 15°, 40°" sont remplacés par les mots "39, 2° et 4°".

Art. 7. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 3. — *Rémunérations reçues d'une société étrangère liée à l'employeur*

Section 1^{re}. — Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 8. Dans l'article 270 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par les lois des 28 juillet 1992, 28 décembre 1992 et 22 juillet 1993, par l'arrêté royal du 12 décembre 1996 et par les lois des 24 décembre 2002 et 13 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte actuel formera l'alinéa 1^{er};

2° un alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit :

"Pour l'application du précompte professionnel :

a) le contribuable visé à l'article 179 ou 220 est censé attribuer les rémunérations visées à l'article 30, 1° et 2° qu'un bénéficiaire reçoit d'une société étrangère liée au contribuable au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, en raison ou à l'occasion de l'activité professionnelle du bénéficiaire au profit du contribuable;

b) le contribuable visé à l'article 227, 2° et 3°, est censé attribuer les rémunérations visées à l'article 30, 1° et 2° qu'un bénéficiaire reçoit d'une société étrangère liée au contribuable au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, en raison ou à l'occasion de l'activité professionnelle du bénéficiaire au profit du contribuable pour laquelle le contribuable paye ou attribue en Belgique ou à l'étranger des rémunérations visées à l'article 30, 1° et 2°, qui constituent des frais professionnels au sens de l'article 237."

Art. 9. A l'article 272 du même Code, modifié par les lois des 28 décembre 1992, 22 juillet 1993 et 13 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots "à l'article 270, 1°, 3°, 6° et 7°" sont remplacés par les mots "à l'article 270, alinéa 1^{er}, 1°, 3°, 6° et 7°";

2° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "à l'article 270, 2°" sont remplacés par les mots "à l'article 270, alinéa 1^{er}, 2°";

3° dans l'alinéa 1^{er}, un 3° est inséré, rédigé comme suit :

"3° les redevables en application de l'article 270, alinéa 2, ont le droit de retenir le précompte sur l'ensemble des revenus imposables dont ils sont débiteurs.";

4° dans l'alinéa 2, les mots "à l'article 270, 5°" sont remplacés par les mots "à l'article 270, alinéa 1^{er}, 5°".

Art. 10. Dans l'article 275¹, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 3 juillet 2005 et modifié par la loi du 22 décembre 2008, les mots "en vertu de l'article 270, 1°," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1°,".

Art. 11. Dans l'article 275², § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 20 juillet 2005, les mots "en application de l'article 270, 1°" sont remplacés par les mots "en application de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1°".

Art. 12. Dans l'article 275³, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2005 et modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2017, les mots "en vertu de l'article 270, 1°," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1°,".

Art. 3. Artikel 2 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

HOOFDSTUK 2. — *Atad - Interestafrekbeperking*

Art. 4. Dit hoofdstuk heeft de gedeeltelijke omzetting tot doel van richtlijn (EU) 2016/1164 van de Raad van 12 juli 2016 tot vaststelling van regels ter bestrijding van belastingontwijkingpraktijken welke rechtstreeks van invloed zijn op de werking van de interne markt.

Art. 5. Artikel 35 van de wet van 25 december 2017 tot hervorming van de vennootschapsbelasting, vervangen bij de wet van 30 juli 2018, wordt ingetrokken.

Art. 6. In artikel 86 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder B1 worden de woorden "35, 39, 5° en 9°" vervangen door de woorden "34, 36, 39, 5° tot 15°, 40°";

2° in de bepaling onder B2 worden de woorden "34, 36, 39, 2°, 4°, 6° tot 8° en 10° tot 15°, 40°" vervangen door de woorden "39, 2° en 4°".

Art. 7. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 3. — *Bezoldigingen ontvangen van een buitenlandse vennootschap verbonden met de werkgever*

Afdeling 1. — Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 8. In artikel 270 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij de wetten van 28 juli 1992, 28 december 1992 en 22 juli 1993, bij het koninklijk besluit van 12 december 1996 en door de wetten van 24 december 2002 en 13 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bestaande tekst zal het eerste lid vormen;

2° een tweede lid wordt ingevoegd, luidende :

"Voor de toepassing van de bedrijfsvoorheffing worden :

a) de in artikel 179 of 220 bedoelde belastingplichtige geacht de in artikel 30, 1° en 2°, bedoelde bezoldigingen toe te kennen die een begunstigde ontvangt van een buitenlandse vennootschap die met de belastingplichtige verbonden is in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wegens of naar aanleiding van de beroepsactiviteit van de begunstigde ten behoeve van de belastingplichtige;

b) de in artikel 227, 2° en 3°, bedoelde belastingplichtige geacht de in artikel 30, 1° en 2°, bedoelde bezoldigingen toe te kennen die een begunstigde ontvangt van een buitenlandse vennootschap die met de belastingplichtige verbonden is in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wegens of naar aanleiding van de beroepsactiviteit van de begunstigde ten behoeve van de belastingplichtige waarvoor de belastingplichtige in België of in het buitenland in artikel 30, 1° en 2°, bedoelde bezoldigingen betaalt of toekent die beroepskosten zijn in de zin van artikel 237."

Art. 9. In artikel 272 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1992, 22 juli 1993 en 13 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden "in artikel 270, 1°, 3°, 6° en 7°" vervangen door de woorden "in artikel 270, eerste lid, 1°, 3°, 6° en 7°";

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "in artikel 270, 2°" vervangen door de woorden "in artikel 270, eerste lid, 2°";

3° in het eerste lid wordt een bepaling onder 3° ingevoegd, luidende :

"3° hebben de belastingschuldigen overeenkomstig artikel 270, tweede lid, het recht op het geheel van de belastbare inkomsten waarvan zij schuldenaar zijn de voorheffing in te houden.";

4° in het tweede lid worden de woorden "in artikel 270, 5°" vervangen door de woorden "in artikel 270, eerste lid, 5°".

Art. 10. In artikel 275¹, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1°," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1°,".

Art. 11. In artikel 275², § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005, worden de woorden "in toepassing van artikel 270, 1°," vervangen door de woorden "in toepassing van artikel 270, eerste lid, 1°,".

Art. 12. In artikel 275³, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1°," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1°,".

Art. 13. Dans l'article 275⁴, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2005, les mots "en application de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en application de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 14. Dans l'article 275⁵, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2005 et modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 2018, les mots "en vertu de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 15. Dans l'article 275⁶ du même Code, inséré par la loi du 4 mai 2007 et modifié par les lois des 22 décembre 2008, 22 décembre 2009 et 28 avril 2011, les mots "visés à l'article 270," sont à chaque fois remplacés par les mots "visés à l'article 270, alinéa 1^{er},".

Art. 16. Dans l'article 275⁷, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 26 décembre 2015, les mots "en vertu de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 17. Dans l'article 275⁸, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 15 mai 2014 et modifié par les lois des 24 mars 2015 et 18 décembre 2015, les mots "en vertu de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 18. Dans l'article 275⁹, § 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 15 mai 2014 et modifié par les lois des 24 mars 2015 et 18 décembre 2015, les mots "en vertu de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 19. Dans l'article 275¹⁰, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 10 août 2015, les mots "en vertu de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 20. Dans l'article 275¹¹, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 26 mars 2018, les mots "en vertu de l'article 270, 1^o," sont remplacés par les mots "en vertu de l'article 270, alinéa 1^{er}, 1^o,".

Art. 21. Dans l'article 412*bis*, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, les mots "visés à l'article 270, 5^o," sont remplacés par les mots "visés à l'article 270, alinéa 1^{er}, 5^o,".

Section 2. — Obligation transitoire pour les revenus perçus durant la période du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019

Art. 22. § 1^{er}. Le contribuable visé à l'article 179 ou 220 du Code des impôts sur les revenus 1992 établit une fiche reprenant les rémunérations visées à l'article 30, 1^o et 2^o, du même Code qui sont payées ou attribuées à un bénéficiaire durant la période du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019 par une société étrangère liée au contribuable au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, en raison ou à l'occasion de l'activité professionnelle du bénéficiaire au profit du contribuable.

Le contribuable visé à l'article 227, 2^o et 3^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 établit une fiche reprenant les rémunérations visées à l'article 30, 1^o et 2^o, du même Code qui sont payées ou attribuées à un bénéficiaire, durant la période du 1^{er} janvier 2019 au 28 février 2019 par une société étrangère liée au contribuable au sens de l'article 1:20 du Code des sociétés et des associations, en raison ou à l'occasion de l'activité professionnelle du bénéficiaire au profit du contribuable pour laquelle le contribuable paye ou attribue en Belgique ou à l'étranger des rémunérations visées à l'article 30, 1^o et 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, qui constituent des frais professionnels au sens de l'article 237 du même Code.

La fiche visée aux alinéas 1^{er} et 2 est transmise par voie électronique au SPF Finances avant le 1^{er} mars 2020.

Le Roi fixe le modèle de la fiche visée aux alinéas 1^{er} et 2.

§ 2. Par dérogation aux articles 219 et 445 du Code des impôts sur les revenus 1992, en cas d'absence, d'incomplétude ou de remise tardive de la fiche visée au paragraphe 1^{er}, une amende de 10 p.c. du montant des rémunérations attribuées ou payées visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et 2, est due par infraction constatée.

Art. 13. In artikel 275⁴, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door bij de wet van 23 december 2005, worden de woorden "bij toepassing van artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "in toepassing van artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 14. In artikel 275⁵, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 maart 2018, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 15. In artikel 275⁶ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 mei 2007 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2008, 22 december 2009 en 28 april 2011, worden de woorden "bedoeld in artikel 270," telkens vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 270, eerste lid,".

Art. 16. In artikel 275⁷, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 december 2015, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 17. In artikel 275⁸, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015 en 18 december 2015, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 18. In artikel 275⁹, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015 en 18 december 2015, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 19. In artikel 275¹⁰, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 20. In artikel 275¹¹, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2018, worden de woorden "krachtens artikel 270, 1^o," vervangen door de woorden "krachtens artikel 270, eerste lid, 1^o,".

Art. 21. In artikel 412*bis*, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden "de in artikel 270, 5^o, vermelde akten" vervangen door de woorden "de in artikel 270, eerste lid, 5^o, vermelde akten".

Afdeling 2. — Verplichting tijdens overgangperiode voor de inkomsten verkregen in de periode van 1 januari 2019 tot en met 28 februari 2019

Art. 22. § 1. De belastingplichtige bedoeld in artikel 179 of 220 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 maakt een fiche op die de bezoldigingen bedoeld in artikel 30, 1^o en 2^o, van hetzelfde Wetboek herneemt die in de periode van 1 januari 2019 tot en met 28 februari 2019 aan een begunstigde worden betaald of toegekend door een buitenlandse vennootschap die met de belastingplichtige verbonden is in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wegens of naar aanleiding van de beroepsactiviteit van de begunstigde ten behoeve van de belastingplichtige.

De in artikel 227, 2^o en 3^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde belastingplichtige maakt een fiche op die de bezoldigingen bedoeld in artikel 30, 1^o en 2^o, van hetzelfde Wetboek herneemt die in de periode van 1 januari 2019 tot en met 28 februari 2019 aan een begunstigde zijn betaald of toegekend door een buitenlandse vennootschap die met de belastingplichtige verbonden is in de zin van artikel 1:20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen wegens of naar aanleiding van de beroepsactiviteit van de begunstigde ten behoeve van de belastingplichtige waarvoor de belastingplichtige in België of in het buitenland in artikel 30, 1^o en 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde bezoldigingen betaalt of toekent die beroepskosten zijn in de zin van artikel 237 van hetzelfde Wetboek.

De in het eerste en tweede lid bedoelde fiche wordt voor 1 maart 2020 langs elektronische weg aan de FOD Financiën bezorgd.

De Koning stelt het model op van de fiche bedoeld in het eerste en tweede lid.

§ 2. In afwijking van de artikelen 219 en 445 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, is in geval van afwezigheid, onvolledigheid of laattijdigheid van de in paragraaf 1 bedoelde fiche, per vastgestelde inbreuk een boete verschuldigd van 10 pct. van het bedrag van de toegekende of betaalde bezoldigingen bedoeld in paragraaf 1, eerste en tweede lid.

Aucune amende n'est appliquée lorsque le contribuable démontre que les rémunérations visées à l'article 30, 1^o et 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont comprises dans une déclaration introduite par le bénéficiaire conformément à l'article 305 du même Code ou dans une déclaration analogue introduite à l'étranger par le bénéficiaire.

Art. 23. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 sont d'application à la présente section.

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 24. La section première du présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} mars 2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} mars 2019.

CHAPITRE 4. — Constructions juridiques

Art. 25. A l'article 2, § 1^{er}, 13^o, b), alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 10 août 2015, les mots "les formes juridiques visées pour des États ou des juridictions déterminés" sont remplacés par les mots "les cas qui sont présumés".

Art. 26. L'arrêté royal du 21 novembre 2018 portant adaptation de l'arrêté royal du 18 décembre 2015 d'exécution de l'article 2, § 1^{er}, 13^o, b), alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

TITRE III. — Lutte contre la fraude

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications en matière d'impôts sur les revenus

Section 1^{re}. — Echange de données avec des pays tiers

Art. 27. Dans le Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré un article 338ter, rédigé comme suit :

"Art 338ter. Afin de pouvoir transmettre les données visées à l'article 338, § 24/1, aux autorités compétentes étrangères et aux autorités compétentes des pays tiers, conformément au fondement juridique qui règle l'échange d'informations entre la Belgique et le pays tiers, et sur la base de réciprocité, les données susvisées peuvent être demandées conformément à l'article 30, alinéa 2 et à l'article 31, alinéa 7 de la Directive 2015/849/CE, sans aucune limitation par l'autorité compétente belge auprès des entités tenues de notifier en vertu de la Directive susmentionnée, qui doivent les communiquer à l'autorité compétente belge dans un délai d'un mois à compter de la demande."

Section 2. — Constructions juridiques

Art. 28. A l'article 333 du même Code, modifié en dernier lieu par les lois du 24 mars 2015 et du 30 juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 2, les mots "alinéa 4." sont remplacés par les mots "alinéa 5.";

2^o dans l'alinéa 3, les mots "de quatre ans prévu à l'article 354, alinéa 2," sont remplacés par les mots "de respectivement quatre et sept ans prévus à l'article 354, alinéas 2 et 3,";

3^o dans l'alinéa 3 in fine, les mots "prolongé du délai supplémentaire de quatre ans." sont remplacés par les mots "prolongé du délai supplémentaire susvisé de respectivement quatre et sept ans."

Art. 29. A l'article 354 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 27 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Lorsque dans un État figurant sur la liste des États à fiscalité inexistante ou peu élevée visée à l'article 307, § 1^{er}/2, alinéa 3, à l'exception des États avec lesquels a été conclue une convention préventive de double imposition et à condition que cette convention ou un traité assure l'échange des informations qui sont nécessaires afin d'exécuter les dispositions des lois nationales des États contractants, il est fait usage de constructions juridiques visant à dissimuler l'origine ou l'existence du patrimoine, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de sept ans en cas d'infraction aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution."

2^o dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, le mot "deux" est remplacé par le mot "trois".

Er wordt geen boete toegepast wanneer de belastingplichtige aantoon dat de bezoldigingen bedoeld in artikel 30, 1^o en 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 begrepen zijn in een door de begunstigde overeenkomstig artikel 305 van hetzelfde Wetboek ingediende aangifte of in een door de begunstigde in het buitenland ingediende gelijkaardige aangifte.

Art. 23. Voor zover daarvan niet wordt afgeweken, zijn de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 van toepassing op deze afdeling.

Afdeling 3.-. — Inwerkingtreding

Art. 24. Afdeling 1 van dit hoofdstuk treedt in werking op 1 maart 2019 en is van toepassing op bezoldigingen betaald of toegekend vanaf 1 maart 2019.

HOOFDSTUK 4. — Juridische constructies

Art. 25. In artikel 2, § 1, 13^o, b), derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de woorden "de voor welbepaalde Staten of rechtsgebieden beoogde rechtsvormen" vervangen door de woorden "de gevallen".

Art. 26. Het koninklijk besluit van 21 november 2018 tot aanpassing van het koninklijk besluit van 18 december 2015 tot uitvoering van artikel 2, § 1, 13^o, b), tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt bekrachtigd met ingang van de dag van zijn inwerkingtreding.

TITEL III. — Fraudebestrijding

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen inzake inkomstenbelastingen

Afdeling 1. — Gegevensuitwisseling met derde landen

Art. 27. In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt een artikel 338ter ingevoegd, luidende :

"Art. 338ter. Teneinde de gegevens bedoeld in artikel 338, § 24/1, te kunnen overmaken aan de bevoegde buitenlandse autoriteiten en de bevoegde autoriteiten van derde landen, binnen de juridische grondslag die op basis van wederkerigheid de uitwisseling van informatie tussen België en het derde land regelt, kunnen de voormelde gegevens door de Belgische bevoegde autoriteit conform artikel 30, tweede lid en artikel 31, zevende lid van de Richtlijn 2015/849/EU zonder enige beperking bij de volgens voormelde Richtlijn meldingsplichtige entiteiten worden opgevraagd, die ze binnen een maand na het verzoek dienen te bezorgen aan de Belgische bevoegde autoriteit."

Afdeling 2. — Juridische constructies

Art. 28. In artikel 333 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015 en 30 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid worden de woorden "vierde lid." vervangen door de woorden "vijfde lid.";

2^o in het derde lid worden de woorden "artikel 354, tweede lid, bedoelde aanvullende termijn van vier jaar," vervangen door de woorden "artikel 354, tweede en derde lid, bedoelde aanvullende termijn van respectievelijk vier en zeven jaar,";

3^o in het derde lid in fine worden de woorden "met de aanvullende termijn van vier jaar." vervangen door de woorden "met de hierboven bedoelde aanvullende termijn van respectievelijk vier en zeven jaar."

Art. 29. In artikel 354 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"Wanneer in een land opgenomen in de lijst van staten zonder of met een lage belasting bedoeld in artikel 307, § 1/2, derde lid, met uitzondering van de landen waarmee een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting werd gesloten en op voorwaarde dat deze overeenkomst of enig verdrag in de uitwisseling van inlichtingen voorziet die nodig zijn om uitvoering te geven aan de bepalingen van de nationale wetten van de overeenkomstsluitende staten, gebruik wordt gemaakt van juridische constructies die ertoe strekken de herkomst of het bestaan van het vermogen te verhullen, wordt de in het eerste lid bedoelde termijn met zeven jaar verlengd in geval van een inbreuk op de bepalingen van dit Wetboek of van ter uitvoering ervan genomen besluiten."

2^o in het vroegere derde lid, dat het vierde lid wordt, wordt het woord "twee" vervangen door het woord "drie".

Section 3. — Pouvoirs d'investigation

Art. 30. Dans l'article 322, § 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 26 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"Le droit d'entendre des tiers et de procéder à des enquêtes ne peut être exercé que par des agents ayant au minimum le grade d'expert financier. munis de leur commission et chargés d'effectuer un contrôle ou une enquête se rapportant à l'application de l'impôt sur les revenus.";

2° l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, est complété comme suit :

"Le droit de consulter le registre UBO ne peut être exercé que par un agent ayant un titre supérieur à celui d'attaché.";

3° l'alinéa 3 ancien est abrogé.

CHAPITRE 2. — Modifications du Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 31. Dans le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, il est inséré un article 93bis/1 rédigé comme suit :

"Art. 93bis/1. Par dérogation à l'article 4 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, les demandes de renseignements transmises par les autorités étrangères et les réponses qui sont fournies à ces autorités ainsi que toute autre correspondance entre les autorités compétentes ne sont pas susceptibles d'être divulguées aussi longtemps que l'enquête de l'autorité étrangère n'est pas clôturée et pour autant que la divulgation nuirait aux besoins de l'enquête précitée, à moins que l'autorité étrangère n'ait expressément marqué son accord sur cette divulgation.

L'accord visé à l'alinéa 1^{er} est acquis si l'autorité étrangère ne réagit pas dans un délai de 90 jours à partir de l'envoi de la demande de divulgation par l'État belge et n'apporte pas l'information que la confidentialité des données et correspondances échangées selon les conditions du présent article doit perdurer, lorsque la personne dans le chef de qui l'enquête est menée par l'État étranger a explicitement demandé cet accès à l'État belge."

CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale

Art. 32. Dans l'article 22, alinéa 3, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, le 1° est remplacé par ce qui suit :

"1° lors de l'introduction de la demande, des éléments essentiels de l'opération ou de la situation décrite se rattachent à un pays refuge non coopératif avec l'OCDE ou à un pays figurant sur la liste des États à fiscalité inexistante ou peu élevée, visée à l'article 307, § 1^{er}/2, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, à moins qu'une convention préventive de double imposition n'ait été conclue avec cet État et à condition que cette convention ou un traité assure l'échange des informations qui sont nécessaires afin d'exécuter les dispositions des lois nationales des États contractants;"

CHAPITRE 4. — Le recouvrement

Section 1^{re}. — Obligation de paiement en euros par certaines administrations du SPF Finances

Art. 33. Toute somme à restituer ou à payer par l'administration du Service public fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales doit être exécutée en euros.

Afdeling 3. — Onderzoeksbevoegdheden

Art. 30. In artikel 322, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd luidende :

"Het recht om derden te horen en om een onderzoek in te stellen mag slechts worden uitgeoefend door ambtenaren die minstens de graad van financieel deskundige bezitten, voorzien van hun aanstellingsbewijs en belast met het verrichten van een controle of een onderzoek betreffende de toepassing van de inkomstenbelastingen;"

2° het vroegere tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt aangevuld als volgt :

"Het recht om het UBO-register te consulteren mag slechts worden uitgeoefend door een ambtenaar met een hogere titel dan die van attaché.";

3° het vroegere derde lid wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 31. In het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt een artikel 93bis/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 93bis/1. In afwijking van artikel 4 van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, mogen de verzoeken om inlichtingen van buitenlandse autoriteiten en de antwoorden verstrekt aan die autoriteiten evenals elke andere correspondentie tussen de bevoegde autoriteiten niet openbaar worden gemaakt zolang het onderzoek van de buitenlandse autoriteit niet is afgesloten en voor zover de openbaarmaking nadelig zou zijn voor het voormelde onderzoek, tenzij de buitenlandse autoriteit haar uitdrukkelijk akkoord heeft gegeven voor deze openbaarmaking.

Het in het eerste lid bedoelde akkoord wordt geacht te zijn bekomen wanneer de buitenlandse autoriteit niet reageert binnen een termijn van 90 dagen te rekenen vanaf het verzenden door de Belgische Staat van de vraag tot openbaarmaking, en de informatie niet verschaft dat de vertrouwelijkheid van de uitgewisselde gegevens en de correspondentie volgens de voorwaarden van dit artikel moet voortduren, wanneer de persoon in wiens hoofde het onderzoek door de buitenlandse Staat wordt gevoerd uitdrukkelijk deze toegang aan de Belgische Staat heeft gevraagd."

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken

Art. 32. In artikel 22, derde lid, van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

"1° bij het indienen van de aanvraag, essentiële elementen van de beschreven verrichting of situatie betrekking hebben op een vluchtland dat niet samenwerkt met de OESO of op een land opgenomen in de lijst van staten zonder of met een lage belasting bedoeld in artikel 307, § 1/2, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 tenzij met dit land een overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting werd gesloten en op voorwaarde dat deze overeenkomst of enig verdrag in de uitwisseling van inlichtingen voorziet die nodig zijn om uitvoering te geven aan de bepalingen van de nationale wetten van de overeenkomstsluitende staten;"

HOOFDSTUK 4. — De invordering

Afdeling 1. — Verplichting van de betaling in euro door bepaalde administraties van de FOD Financiën

Art. 33. Elke som die door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen moet worden teruggegeven of betaald, moet uitgevoerd worden in euro.

Section 2. — Modifications du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, du Code des impôts sur les revenus 1992, de la loi-programme (I) du 29 mars 2012 et du Code civil en matière d'E-notariat

Sous-section 1^{re}. — Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 34. Dans l'article 62 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par la loi-programme du 27 avril 2007 et par la loi du 25 avril 2014, le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 35. Dans l'article 66, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par les lois du 28 décembre 1992, 28 janvier 2004 et 17 décembre 2012, les mots "l'article 62, § 1^{er}," sont remplacés par les mots "l'article 62,".

Art. 36. L'article 93^{ter} du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980 et modifié par les lois du 22 décembre 1989, 28 décembre 1992, les arrêtés royaux des 20 juillet 2000, 31 mars 2003 et 25 février 2007, et des lois du 27 avril 2007 et 24 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 93^{ter}. § 1^{er}. Le notaire requis de dresser un acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque, est personnellement responsable du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et des accessoires pouvant donner lieu à inscription hypothécaire lorsqu'il n'en avise pas :

1° le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique;

2° le receveur dont relève le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien faisant l'objet de l'acte, ou le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien a sa résidence à l'étranger, lorsque la communication de l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°. Dans ce cas, l'avis est adressé par lettre recommandée.

Si l'acte envisagé n'est pas passé dans les trois mois à compter de l'envoi de l'avis, cet avis sera considéré comme non avenu.

§ 2. Lorsque la communication de l'avis est effectuée conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de l'avis s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances.

§ 3. Lorsqu'un même avis est adressé successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'application pratiques du présent article."

Art. 37. L'article 93^{quater} du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980 et modifié par les arrêtés royaux du 31 mars 2003 et 25 février 2007 et par la loi du 24 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 93^{quater}. § 1^{er}. Si l'intérêt du Trésor l'exige, le receveur compétent notifie au notaire, avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 93^{ter}, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée et des accessoires pouvant donner lieu à inscription de l'hypothèque légale du Trésor sur le bien faisant l'objet de l'acte :

1° par voie électronique, selon une procédure déterminée par le Roi;

2° par lettre recommandée, lorsque la communication de la notification ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°, ou lorsque le notaire a adressé l'avis visé par l'article 93^{ter}, § 1^{er}, par lettre recommandée.

§ 2. Lorsque la communication de la notification est effectuée conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de la notification s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service Technologie de l'information et de la communication de l'expéditeur de l'avis visé à l'article 93^{ter}, § 1^{er}.

Afdeling 2. — Wijzigingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, de programmawet (I) van 29 maart 2012 en het burgerlijk Wetboek inzake het E-notariaat

Onderafdeling 1. — Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 34. In artikel 62 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de programmawet van 27 april 2007 en bij de wet van 25 april 2014, wordt paragraaf 2 opgeheven.

Art. 35. In artikel 66, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1992, 28 januari 2004 en 17 december 2012, worden de woorden "artikel 62, § 1," vervangen door de woorden "artikel 62".

Art. 36. Artikel 93^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980, en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 28 december 1992, de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, 31 maart 2003 en 25 februari 2007 en de wetten van 27 april 2007 en 24 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 93^{ter}. § 1. De notaris die verzocht is om een akte op te maken die de vervreemding of hypothecaire aanwending van een voor hypotheek vatbaar goed tot voorwerp heeft, is persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting over de toegevoegde waarde en bijbehoren die tot een hypothecaire inschrijving aanleiding kunnen geven, wanneer hij daarvan geen bericht geeft aan :

1° de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2° de ontvanger waaronder de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed dat het voorwerp van de akte is, ressorteert, of de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen, wanneer de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed zijn verblijfplaats in het buitenland heeft, wanneer het bericht omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°. In dat geval wordt het bericht bij aangetekende brief verzonden.

Indien de akte waarvan sprake niet verleden wordt binnen drie maanden te rekenen van de verzending van het bericht, wordt dit bericht als niet bestaande beschouwd.

§ 2. Wanneer het bericht meegedeeld is in overeenstemming met paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt onder de verzendingsdatum van het bericht verstaan de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 3. Wanneer eenzelfde bericht achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, dan zal het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1°, voorafgaat.

§ 4. De Koning bepaalt de praktische toepassingsvoorwaarden van dit artikel."

Art. 37. Artikel 93^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 2003, en 25 februari 2007, en bij de wet van 24 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 93^{quater}. § 1. Indien het belang van de Schatkist dit vereist, geeft de bevoegde ontvanger aan de notaris, vóór het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de datum van de verzending van het in artikel 93^{ter} bedoelde bericht, kennis van het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde en bijbehoren dat aanleiding kan geven tot inschrijving van de wettelijke hypotheek van de Schatkist op het goed dat het voorwerp van de akte is :

1° op elektronische wijze, volgens een door de Koning bepaalde procedure;

2° bij aangetekende brief, wanneer de kennisgeving omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°, of wanneer de notaris het bericht bedoeld in artikel 93^{ter}, § 1, heeft verzonden bij aangetekende brief.

§ 2. Wanneer de kennisgeving is meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1°, is de datum van de verzending van de kennisgeving de datum van de ontvangstbevestiging meegedeeld door de dienst informatie- en communicatietechnologie van de afzender van het bericht bedoeld in artikel 93^{ter}, § 1.

§ 3. Lorsqu'une même notification est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, la notification établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de la notification établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o.

Art. 38. L'article 93quinquies du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980, remplacé par la loi du 24 juillet 2008 et modifié par la loi du 27 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 93quinquies. § 1^{er}. Lorsque l'acte visé à l'article 93ter est passé, la notification visée à l'article 93quater emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable et vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire.

Sans préjudice des droits des tiers, lorsque l'acte visé à l'article 93ter est passé, le notaire est tenu, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser entre les mains du receveur visé à l'article 93quater, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la passation de l'acte, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable, à concurrence du montant de la taxe sur la valeur ajoutée et des accessoires qui lui ont été notifiés en exécution de l'article 93quater et dans la mesure où cette taxe et ces accessoires ont donné lieu à une contrainte ou sont repris dans un registre de perception et de recouvrement visés à l'article 85 dont l'exécution n'est pas interrompue par l'action en justice prévue à l'article 89.

En outre, lorsque les sommes et valeurs ainsi saisies-arrêtées sont inférieures à l'ensemble des sommes dues aux créanciers inscrits et aux créanciers opposants, en ce compris le receveur, le notaire doit, sous peine d'être personnellement responsable de l'excédent, en informer au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la passation de l'acte :

1^o le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique;

2^o le receveur visé à l'article 93quater, par lettre recommandée, lorsque le notaire ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, communiquer l'information conformément au 1^o ou lorsqu'il a adressé l'avis visé à l'article 93ter, § 1^{er}, par lettre recommandée.

Selon le cas, la date de l'information est celle de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, ou de la date d'envoi de la lettre recommandée.

§ 2. Lorsqu'une même information est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1^o et 2^o, l'information établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2^o, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'information établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1^o.

§ 3. Sans préjudice des droits des tiers, la transcription ou l'inscription de l'acte n'est pas opposable à l'État, si l'inscription de l'hypothèque légale a lieu dans les huit jours ouvrables de la date de l'information visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4.

Sont inopérantes au regard des créances de la taxe sur la valeur ajoutée et d'accessoires notifiés conformément à l'article 93quater, toutes créances non inscrites pour lesquelles saisie ou opposition n'est pratiquée qu'après l'expiration du délai prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'application pratiques du présent article."

Art. 39. L'article 93octies du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980, est abrogé.

Art. 40. Dans l'article 93nonies du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980, les mots "articles 93ter à 93octies" sont remplacés par les mots "articles 93ter à 93septies".

§ 3. Wanneer eenzelfde kennisgeving achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, eerste lid, 1^o en 2^o, dan zal de kennisgeving opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2^o, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de kennisgeving opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1^o, voorafgaat."

Art. 38. Artikel 93quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980, vervangen, bij de wet van 24 juli 2008 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 93quinquies. § 1. Wanneer de in artikel 93ter bedoelde akte verleden is, geldt de in artikel 93quater bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige en geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is deze bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen.

Onverminderd de rechten van derden, is de notaris ertoe gehouden, wanneer de in artikel 93ter bedoelde akte verleden is, onder voorbehoud van toepassing van de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de ontvanger bedoeld in artikel 93quater te storten tot beloop van het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde en bijbehoren dat hem ter uitvoering van artikel 93quater ter kennis werd gebracht en in zoverre deze belasting en bijbehoren aanleiding hebben gegeven tot een dwangbevel of zijn opgenomen in een innings- en invorderingsregister als bedoeld in artikel 85 waarvan de tenuitvoerlegging niet werd gestuit door een in artikel 89 bedoelde vordering in rechte.

Daarenboven, wanneer de aldus door beslag onder derden getroffen sommen en waarden minder bedragen dan het totaal van de sommen verschuldigd aan de ingeschreven schuldeisers en aan de verzetdoende schuldeisers, met inbegrip van de ontvanger, moet de notaris, op straffe van persoonlijke aansprakelijkheid voor het overschot, uiterlijk de eerste werkdag die volgt op het verlijden van de akte hierover informeren aan :

1^o de dienst belast met informatie- en communicatie technologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2^o de ontvanger bedoeld in artikel 93quater bij aangetekende brief, wanneer de notaris omwille van overmacht of een technische storing de inlichtingen niet kan verstrekken overeenkomstig de bepaling onder 1^o of wanneer hij het bericht bedoeld in artikel 93ter, § 1, bij aangetekende brief heeft verzonden.

De datum van de inlichting is, naar gelang het geval, de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, of de datum van verzending van de aangetekende brief.

§ 2. Wanneer eenzelfde inlichting achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, derde lid, 1^o en 2^o, dan zal de inlichting opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, 2^o, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de inlichting opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, 1^o, voorafgaat.

§ 3. Onverminderd de rechten van derden, kan de overschrijving of de inschrijving van de akte niet aan de Staat worden tegengeworpen indien de inschrijving van de wettelijke hypotheek geschiedt binnen acht werkdagen van de datum van de inlichting bedoeld in paragraaf 1, vierde lid.

Alle niet-ingeschreven schuldvorderingen waarvoor slechts na het verstrijken van de in paragraaf 1, derde lid, bepaalde termijn wordt beslag gelegd of verzet aangetekend, zijn zonder uitwerking ten opzichte van de schuldvorderingen inzake belasting over de toegevoegde waarde en bijbehoren, welke overeenkomstig artikel 93quater werden ter kennis gebracht.

§ 4. De Koning bepaalt de praktische toepassingsvoorwaarden van dit artikel."

Art. 39. Artikel 93octies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980, wordt opgeheven.

Art. 40. In artikel 93nonies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden "artikelen 93ter tot 93octies" vervangen door de woorden "artikelen 93ter tot 93septies".

Art. 41. L'article 93^{decies} du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 93^{decies}. Moyennant l'accord du redevable, les banques soumises à la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ainsi que les prêteurs en crédit hypothécaire et les intermédiaires en crédit hypothécaire soumis au Livre VII, titre 4, chapitre 4, du Code de droit économique, sont autorisées à adresser l'avis prévu à l'article 93^{ter} et qualifiées pour recevoir la notification visée à l'article 93^{quater}.

La remise d'une attestation par ces organismes au notaire relativement à l'envoi de l'avis et à la suite y donnée par le receveur visé à l'article 93^{quater} substitue la responsabilité de ces organismes à celle du notaire."

Art. 42. L'article 93^{undecies} A du même Code, inséré par la loi du 8 août 1980 et modifié par les lois des 10 août 2005 et 11 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 93^{undecies} A. Aucun acte passé à l'étranger et ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un immeuble, ou d'un bateau ne sera admis en Belgique à la transcription ou à l'inscription dans le registre de la publicité hypothécaire en ce qui concerne les immeubles, ou dans le Registre naval belge, en ce qui concerne les bateaux, s'il n'est accompagné d'un certificat du receveur visé à l'article 93^{ter}.

Ce certificat doit attester que le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel n'est pas redevable de taxe sur la valeur ajoutée ou que l'hypothèque légale garantissant la taxe sur la valeur ajoutée due a été inscrite."

Sous-section 2. — Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 43. L'article 433 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 24 juillet 2008 et modifié par la loi du 27 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 433. § 1^{er}. Le notaire requis de dresser un acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque, est personnellement responsable du paiement des impôts et des accessoires pouvant donner lieu à inscription hypothécaire, lorsqu'il n'en avise pas :

1° le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique;

2° le receveur dont relève le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien, ou le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur le bien a sa résidence à l'étranger, et, en outre, s'il s'agit d'un immeuble, le receveur compétent pour le recouvrement du précompte immobilier de ce bien, lorsque la communication de l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°. Dans ce cas, l'avis est adressé par lettre recommandée.

§ 2. Si l'acte envisagé n'est pas passé dans les trois mois à compter de l'envoi de l'avis, cet avis sera considéré comme non avenu.

Lorsque la communication de l'avis est effectuée conformément au paragraphe 1^{er}, 1°, la date d'envoi de l'avis s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances.

§ 3. Lorsqu'un même avis est adressé successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque la date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, 1°.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'application pratiques du présent article."

Art. 41. Artikel 93^{decies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980, wordt vervangen als volgt :

"Art. 93^{decies}. Met het akkoord van de belasting-schuldige zijn de banken, onderworpen aan de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, evenals de kredietgevers en bemiddelaars inzake hypothecair krediet, onderworpen aan Boek VII, Titel 4, Hoofdstuk 4, van het Wetboek van economisch recht, gemachtigd het in artikel 93^{ter} bedoelde bericht te verzenden en zijn zij bevoegd om de in artikel 93^{quater} bedoelde kennisgeving te ontvangen.

De afgifte van een attest door die instellingen aan de notaris betreffende de verzending van het bericht en het gevolg daaraan gegeven door de ontvanger bedoeld in artikel 93^{quater}, stelt de aansprakelijkheid van die instellingen in de plaats van die van de notaris."

Art. 42. Artikel 93^{undecies} A van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2005 en 11 juli 2018, wordt vervangen als volgt :

"Art. 93^{undecies} A. Geen akte die in het buitenland verleden is en de vervreemding of de hypothecaire aanwending van een onroerend goed of een schip tot voorwerp heeft, wordt in België tot overschrijving of inschrijving in de registers van de hypothecaire openbaarmaking, wat de onroerende goederen betreft, of in het Belgisch Scheepsregister, wat de schepen betreft, toegelaten, indien zij niet vergezeld gaat van een attest van de ontvanger bedoeld in artikel 93^{ter}.

Dit attest moet vaststellen ofwel dat de eigenaar of de houder van een zakelijk recht geen belasting over de toegevoegde waarde verschuldigd is, ofwel dat de wettelijke hypotheek, die de verschuldigde belasting over de toegevoegde waarde waarborgt, ingeschreven is."

Onderafdeling 2. — Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 43. Artikel 433 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 24 juli 2008 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 433. § 1. De notaris die verzocht is om een akte op te maken die de vervreemding of de hypothecaire aanwending van een voor hypotheek vatbaar goed tot voorwerp heeft, is persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de belastingen en bijbehoren die tot een hypothecaire inschrijving aanleiding kunnen geven, wanneer hij daarvoor geen bericht geeft aan :

1° de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2° de ontvanger waaronder de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed ressorteert, of de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen, wanneer de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het goed zijn verblijfplaats in het buitenland heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger, bevoegd voor de invordering van de onroerende voorheffing van dat goed, wanneer het bericht omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig de bepaling onder 1°. In dat geval wordt het bericht bij aangetekende brief verzonden.

§ 2. Indien de akte waarvan sprake niet verleden wordt binnen drie maanden te rekenen van de verzending van het bericht, wordt dit bericht als niet bestaande beschouwd.

Wanneer het bericht meegedeeld is overeenkomstig paragraaf 1, 1°, wordt onder de verzendingsdatum van het bericht verstaan de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 3. Wanneer eenzelfde bericht achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, 1° en 2°, dan zal het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, 1°, voorafgaat.

§ 4. De Koning bepaalt de praktische toepassingsvoorwaarden van dit artikel."

Art. 44. L'article 434 du même Code, modifié par les arrêtés royaux du 31 mars 2003 et 25 février 2007 et par la loi du 24 juillet 2008, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 434. § 1^{er}. Si l'intérêt du Trésor l'exige, le receveur compétent notifie au notaire, avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avis visé à l'article 433, le montant des impôts et des accessoires pouvant donner lieu à inscription de l'hypothèque légale du Trésor sur le bien faisant l'objet de l'acte :

1° par voie électronique, selon une procédure déterminée par le Roi;

2° par lettre recommandée, lorsque la communication de la notification ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1°, ou lorsque le notaire a adressé l'avis visé à l'article 433, § 1^{er}, par lettre recommandée.

§ 2. Lorsque la même notification est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, la notification établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de la notification établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 3. Lorsque la communication de la notification est effectuée conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la date d'envoi de la notification s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service Technologie de l'information et de la communication de l'expéditeur de l'avis visé à l'article 433, § 1^{er}.

Art. 45. L'article 435 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 2008 et modifié par la loi du 27 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 435. § 1^{er}. Lorsque l'acte visé à l'article 433 est passé, la notification visée à l'article 434 emporte saisie-arrêt entre les mains du notaire sur les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable et vaut opposition sur le prix au sens de l'article 1642 du Code judiciaire dans les cas où le notaire est tenu de répartir ces sommes et valeurs conformément aux articles 1639 à 1654 du Code judiciaire.

Sans préjudice des droits des tiers, lorsque l'acte visé à l'article 433 est passé, le notaire est tenu, sous réserve de l'application des articles 1639 à 1654 du Code judiciaire, de verser au receveur visé à l'article 434, au plus tard le huitième jour ouvrable qui suit la passation de l'acte, les sommes et valeurs qu'il détient en vertu de l'acte pour le compte ou au profit du redevable, à concurrence du montant des impôts et accessoires qui lui ont été notifiés en exécution de l'article 434 et dans la mesure où ces impôts et accessoires constituent une dette certaine et liquide au sens de l'article 410.

En outre, lorsque les sommes et valeurs ainsi saisies-arrêtées sont inférieures à l'ensemble des sommes dues aux créanciers inscrits et aux créanciers opposants, en ce compris le receveur, le notaire doit, sous peine d'être personnellement responsable de l'excédent, en informer au plus tard le premier jour ouvrable qui suit la passation de l'acte :

1° le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique;

2° le receveur visé à l'article 434, par lettre recommandée, lorsque le notaire ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, communiquer l'information conformément au 1° ou lorsqu'il a adressé l'avis visé à l'article 433, § 1^{er}, par lettre recommandée.

Selon le cas, la date de l'information est celle de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, ou de la date d'envoi de la lettre recommandée.

§ 2. Lorsqu'une même information est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1° et 2°, l'information établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2°, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'information établie conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1°.

§ 3. Sans préjudice des droits des tiers, la transcription ou l'inscription de l'acte n'est pas opposable à l'État, si l'inscription de l'hypothèque légale a lieu dans les huit jours ouvrables de la date de l'information visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4.

Art. 44. Artikel 434 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 maart 2003 en 25 februari 2007 en bij de wet van 24 juli 2008, wordt vervangen als volgt :

"Art. 434. § 1. Indien het belang van de Schatkist dit vereist, wordt door de bevoegde ontvanger aan de notaris, vóór het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de datum van de verzending van het in artikel 433 bedoelde bericht, kennis gegeven van het bedrag van de belastingen en bijbehoren dat aanleiding kan geven tot inschrijving van de wettelijke hypotheek van de Schatkist op het goed dat het voorwerp van de akte is :

1° op elektronische wijze, volgens de door de Koning bepaalde procedure;

2° bij aangetekende brief, wanneer de kennisgeving omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1°, of wanneer de notaris het bericht bedoeld in artikel 433, § 1, heeft verzonden bij aangetekende brief.

§ 2. Wanneer eenzelfde kennisgeving achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, eerste lid, 1° en 2°, dan zal de kennisgeving opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de kennisgeving opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1°, voorafgaat.

§ 3. Wanneer de kennisgeving is meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1°, is de datum van de verzending van de kennisgeving de datum van de ontvangstbevestiging meegedeeld door de dienst informatie- en communicatietechnologie van de afzender van het bericht bedoeld in artikel 433, § 1.

Art. 45. Artikel 435 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 2008 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 435. § 1. Wanneer de in artikel 433 bedoelde akte verleden is, geldt de in artikel 434 bedoelde kennisgeving als beslag onder derden in handen van de notaris op de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingsschuldige en geldt als verzet tegen de prijs in de zin van artikel 1642 van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waarin de notaris gehouden is de bedragen en waarden overeenkomstig de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek te verdelen.

Onverminderd de rechten van derden, is de notaris, wanneer de in artikel 433 bedoelde akte verleden is, ertoe gehouden onder voorbehoud van toepassing van de artikelen 1639 tot 1654 van het Gerechtelijk Wetboek, de bedragen en waarden die hij krachtens de akte onder zich houdt voor rekening of ten bate van de belastingschuldige, uiterlijk de achtste werkdag die volgt op het verlijden van de akte, aan de in artikel 434 bedoelde ontvanger te storten tot beloop van het bedrag van de belastingen en bijbehoren dat hem ter uitvoering van artikel 434 ter kennis werd gebracht en in zoverre deze belastingen en bijbehoren een zekere en vaststaande schuld in de zin van artikel 410 vormen.

Daarenboven, wanneer de aldus door beslag onder derden getroffen sommen en waarden minder bedragen dan het totaal van de sommen verschuldigd aan de ingeschreven schuldeisers en aan de verzetdoende schuldeisers, hierin begrepen de ontvanger, moet de notaris, op straffe van persoonlijke aansprakelijkheid voor het overschot, uiterlijk de eerste werkdag die volgt op het verlijden van de akte hierover informeren aan :

1° de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, op elektronische wijze;

2° de ontvanger bedoeld in artikel 434 bij een aangetekende brief, wanneer de notaris omwille van overmacht of een technische storing de inlichtingen niet kan verstrekken overeenkomstig de bepaling onder 1° of wanneer hij het bericht bedoeld in artikel 433, § 1, bij aangetekende brief heeft verzonden.

De datum van de inlichting is, naar gelang het geval, de datum van ontvangstmelding meegedeeld door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, of de datum van verzending van de aangetekende brief.

§ 2. Wanneer eenzelfde inlichting achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in paragraaf 1, derde lid, 1° en 2°, dan zal de inlichting opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, 2°, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van de inlichting opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, 1°, voorafgaat.

§ 3. Onverminderd de rechten van derden, kan de overschrijving of de inschrijving van de akte, niet aan de Staat tegengeworpen worden indien de inschrijving van de wettelijke hypotheek geschiedt binnen acht werkdagen vanaf de datum van de inlichting bedoeld in paragraaf 1, vierde lid.

Sont inopérantes au regard des créances d'impôts et accessoires notifiés en exécution de l'article 434, toutes les créances non inscrites pour lesquelles saisie ou opposition n'est pratiquée qu'après l'expiration du délai prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'application pratiques du présent article."

Art. 46. L'article 438 du même Code est abrogé.

Art. 47. Dans l'article 439 du même Code, les mots "articles 433 à 438" sont remplacés par les mots "articles 433 à 437".

Art. 48. L'article 440, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 18 décembre 2015, est remplacé comme suit :

"Moyennant l'accord du redevable, les banques soumises à la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ainsi que les prêteurs en crédit hypothécaire et les intermédiaires en crédit hypothécaire soumis au livre VII, titre 4, chapitre 4, du Code de droit économique, sont autorisées à adresser l'avis prévu à l'article 433 et qualifiées pour recevoir la notification visée à l'article 434."

Art. 49. L'article 441 du même Code, modifié par les lois du 27 avril 2016 et du 11 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 441. Aucun acte passé à l'étranger et ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire d'un immeuble, ou d'un bateau, ne sera admis en Belgique, à la transcription ou à l'inscription dans les registres de la publicité hypothécaire en ce qui concerne les immeubles, ou dans le Registre naval belge, en ce qui concerne les bateaux, s'il n'est pas accompagné d'un certificat du receveur visé à l'article 433.

Ce certificat doit attester que le propriétaire ou le titulaire du droit réel n'est pas redevable d'impôts ou que l'hypothèque légale garantissant les impôts et les accessoires dus a été inscrite."

Sous-section 3. — Loi-programme (I) du 29 mars 2012

Art. 50. L'article 157 de la loi-programme du 29 mars 2012, modifié par la loi de 13 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 157. § 1^{er}. Les notaires requis de rédiger l'acte ou certificat d'hérédité visé à l'article 1240bis du Code civil, sont personnellement responsables du paiement des dettes dont la déduction est susceptible d'être notifiée conformément à l'article 158, qui sont dues par le de cujus, ses héritiers et légataires dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat, ou les bénéficiaires d'une institution contractuelle consentie par le de cujus s'ils n'en avisent pas :

1° le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances, par voie électronique;

2° les fonctionnaires ci-après, lorsque la communication de l'avis ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1° :

- les receveurs dont relèvent le de cujus et les ayants droit dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat d'hérédité, ainsi que le receveur du service désigné à cette fin par le Roi lorsque le de cujus et/ou l'un de ses ayants droit ont leur résidence à l'étranger;

- le fonctionnaire de l'Administration générale de la documentation patrimoniale, désigné par le Roi.

Dans ce cas, l'avis est adressé par lettre recommandée.

S'agissant de dettes dans le chef du de cujus, la responsabilité visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à la valeur de la succession.

S'agissant de dettes dans le chef d'ayants droit, la responsabilité visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à la valeur des avoirs qui échoient à l'ayant droit dont l'identité est mentionnée dans l'acte ou le certificat et à propos duquel la responsabilité du notaire est engagée.

§ 2. Si l'acte ou le certificat dont question n'est pas passé dans les trois mois à compter de l'envoi de l'avis, celui-ci est considéré comme non-venu.

Alle niet-ingeschreven schuldvorderingen waarvoor slechts na het verstrijken van de in paragraaf 1, derde lid, bepaalde termijn wordt beslag gelegd of verzet aangetekend, zijn zonder uitwerking ten opzichte van de schuldvorderingen inzake belastingen en bijbehoren, welke ter uitvoering van artikel 434 werden ter kennis gebracht.

§ 4. De Koning bepaalt de praktische toepassingsvoorwaarden van dit artikel."

Art. 46. Artikel 438 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 47. In artikel 439 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "artikelen 433 tot 438" vervangen door de woorden "artikelen 433 tot 437".

Art. 48. Artikel 440, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, wordt vervangen als volgt :

"Met het akkoord van de belastingsschuldige zijn de banken, onderworpen aan de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, evenals de kredietgevers en bemiddelaars inzake hypothecair krediet, onderworpen aan boek VII, titel 4, hoofdstuk 4, van het Wetboek van economisch recht, gemachtigd het in artikel 433 bedoelde bericht te verzenden en zijn zij bevoegd om de in artikel 434 bedoelde kennisgeving te ontvangen."

Art. 49. Artikel 441 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 27 april 2016 en 11 juli 2018, wordt vervangen als volgt :

"Art. 441. Geen akte die in het buitenland verleden is en de vervreemding of de hypothecaire aanwending van een onroerend goed of een schip tot voorwerp heeft, wordt in België tot overschrijving of inschrijving in de registers van de hypothecaire openbaarmaking, wat de onroerende goederen betreft, of in het Belgisch Schepsregister, wat de schepen betreft, toegelaten, indien zij niet vergezeld gaat van een attest van de ontvanger bedoeld in artikel 433.

Dit attest moet vaststellen ofwel dat de eigenaar of de houder van het zakelijk recht geen belastingen verschuldigd is, ofwel dat de wettelijke hypotheek die de verschuldigde belastingen en bijbehoren waarborgt, ingeschreven is."

Onderafdeling 3. — Programmawet (I) van 29 maart 2012

Art. 50. Artikel 157 van de programmawet van 29 maart 2012, gewijzigd bij de wet van 13 december 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 157. § 1. De notarissen verzocht om een in artikel 1240bis van het Burgerlijk Wetboek bedoelde akte of attest van erfopvolging op te maken, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de schulden van de overledene, zijn erfenamen en legatarissen waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest, of de begunstigden van een door hem gemaakte contractuele erfstelling, mits die schulden het onderwerp kunnen uitmaken van een kennisgeving bedoeld in artikel 158 indien zij daarvan geen bericht geven aan :

1° de dienst belast met informatie- en communicatie-technologie van de Federale Overheidsdienst Financiën, en dit op elektronische wijze;

2° de hiernavolgende ambtenaren, wanneer het bericht omwille van overmacht of een technische storing niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1° :

- de ontvangers waaronder de erfflater en de rechtverkrijgenden waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest van erfopvolging ressorteren, evenals de ontvanger van de dienst die door de Koning daarvoor is aangewezen, wanneer de erfflater en/of een van zijn rechtverkrijgenden in het buitenland verblijven;

- de door de Koning aangewezen ambtenaar van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie.

In dat geval wordt het bericht bij aangetekende brief verzonden.

Wanneer het gaat om schulden lastens de overledene is de aansprakelijkheid bedoeld in het eerste lid beperkt tot de waarde van de nalatenschap.

Wanneer het gaat om schulden lastens de rechtverkrijgenden is de aansprakelijkheid bedoeld in het eerste lid beperkt tot de waarde van de tegoeden die toekomen aan de rechtverkrijgende waarvan de identiteit vermeld is in de akte of het attest en betreffende dewelke de notaris aansprakelijk kan worden gesteld.

§ 2. Indien de akte of het attest waarvan sprake niet wordt opgesteld binnen drie maanden te rekenen van de verzending van het bericht, wordt het als niet bestaande beschouwd.

§ 3. Lorsqu'un même avis est adressé successivement selon les procédures visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de l'avis établi conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o.

§ 4. Lorsque l'avis est communiqué conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, la date d'envoi de l'avis s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service en charge de la technologie de l'information et de la communication du Service public fédéral Finances.

§ 5. L'avis mentionne l'identité du de cujus, de ses héritiers ou légataires, ainsi que du bénéficiaire éventuel d'une institution contractuelle.

Pour l'application de cette disposition, l'identité comprend :

a) pour les personnes physiques, le nom, le prénom et, le cas échéant, le numéro d'identification du Registre national ou, à défaut, le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale des intéressés, ou, à défaut de tels numéros, leur date de naissance;

b) pour les personnes morales, les trusts, les fiducies et les constructions juridiques similaires, la dénomination sociale, le siège social et, le cas échéant, le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des entreprises.

§ 6. Le Roi détermine les conditions d'application pratiques du présent article."

Art. 51. Dans l'article 158, alinéa 3, 3^o, de la loi-programme (I) du 29 mars 2012, les mots "ayant donné lieu à une contrainte visée à l'article 85 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée" sont remplacés par les mots "ayant donné lieu à une contrainte ou repris dans un registre de perception et de recouvrement visé à l'article 85 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée".

Art. 52. L'article 158 de la même loi, modifié par la loi du 13 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 158. Avant l'expiration du douzième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avis visé par l'article 157, le receveur ou service compétent pour le recouvrement de la dette fiscale peut notifier au notaire ayant envoyé l'avis, l'existence dans le chef du de cujus ou d'une autre personne mentionnée dans l'avis, d'une dette fiscale consistant en impôts et accessoires, accroissements et amendes, ainsi que le montant, dans le chef de chaque débiteur, de la dette susvisée :

1^o par voie électronique, selon une procédure déterminée par le Roi;

2^o par lettre recommandée, lorsque la communication de la notification ne peut, en raison d'un cas de force majeure ou d'un dysfonctionnement technique, être effectuée conformément au 1^o, ou lorsque le notaire a adressé l'avis visé à l'article 157, § 1^{er}, par lettre recommandée.

Lorsque la même notification est adressée successivement selon les procédures prévues respectivement à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, la notification établie conformément à l'alinéa 1^{er}, 2^o, ne prévaut que lorsque sa date d'envoi est antérieure à la date d'envoi de la notification établie conformément à l'alinéa 1^{er}, 1^o.

L'alinéa 1^{er} s'applique seulement dans la mesure où cette dette fiscale constitue une dette certaine et liquide.

Lorsque la communication de la notification est effectuée conformément à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la date d'envoi de la notification s'entend de la date de l'accusé de réception communiqué par le service Technologie de l'information et de la communication de l'expéditeur de l'avis visé à l'article 157, § 1^{er}."

Art. 53. Dans l'article 159 de la même loi, remplacé par la loi du 13 décembre 2012, les mots "du débiteur." sont remplacés par les mots "de leur débiteur."

Art. 54. A l'article 160 de la même loi, modifié par la loi du 13 décembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots "impôts et accessoires notifiés" sont remplacés par les mots "dettes notifiées";

2^o dans la phrase liminaire du paragraphe 2, les mots "ou à un mandataire judiciaire" sont insérés entre les mots "au bénéficiaire d'une institution contractuelle" et les mots "qui présente un certificat ou une expédition de l'acte d'hérédité";

§ 3. Wanneer hetzelfde bericht achtereenvolgens gegeven wordt overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1^o en 2^o, dan zal het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 2^o, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van het bericht opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1^o, voorafgaat.

§ 4. Wanneer het bericht gegeven wordt overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1^o, wordt onder de datum van verzending van het bericht verstaan de datum van de ontvangstmelding die wordt gedaan door de dienst belast met informatie- en communicatietechnologie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 5. Het bericht vermeldt de identiteit van de erflater, van zijn erfgenamen of legatarissen alsook van de eventuele begunstigde van een contractuele erfstelling.

Voor de toepassing van deze bepaling omvat de identiteit :

a) voor natuurlijke personen, de naam, de voornaam en, in voorkomend geval, het identificatienummer van het Rijksregister of, bij gebrek daaraan, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de betrokkenen, of, bij gebrek aan zulke nummers, hun geboortedatum;

b) voor rechtspersonen, trusts, fiducieën of gelijkaardige rechtsvormen, de maatschappelijke benaming, de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

§ 6. De Koning bepaalt de praktische toepassings-voorwaarden van dit artikel."

Art. 51. In artikel 158, derde lid, 3^o, van de programmawet (I) van 29 maart 2012 worden de woorden "die aanleiding hebben gegeven tot een dwangbevel bedoeld in artikel 85 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde" vervangen door de woorden "die aanleiding hebben gegeven tot een dwangbevel of een opname in een inkomings- en invorderingsregister bedoeld in artikel 85 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde".

Art. 52. Artikel 158 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 december 2012, wordt vervangen als volgt :

"Art. 158. De ontvanger of dienst bevoegd voor de invordering van de fiscale schuld kan aan de notaris die het in artikel 157 bedoelde bericht verzonden heeft, vóór het verstrijken van de twaalfde werkdag volgend op de datum van verzending van dat bericht, kennisgeven van het bestaan lastens de erflater of een andere persoon vermeld in het bericht, van een fiscale schuld bestaande uit belastingen, bijbehoren, verhogingen en boetes, met opgave voor elk van de schuldenaars van het bedrag van de hiervoor bedoelde schuld :

1^o op elektronische wijze, volgens de door de Koning bepaalde procedure;

2^o bij een aangetekende brief, wanneer de kennisgeving, omwille van overmacht of een technische storing, niet kan worden meegedeeld overeenkomstig 1^o, of wanneer de notaris het bericht bedoeld in artikel 157, § 1, heeft meegedeeld bij aangetekende brief.

Wanneer eenzelfde kennisgeving achtereenvolgens wordt verzonden overeenkomstig de procedures voorzien respectievelijk in het eerste lid, 1^o en 2^o, dan zal het bericht opgesteld overeenkomstig het eerste lid, 2^o, slechts primeren wanneer de verzendingsdatum ervan de verzendingsdatum van het bericht opgesteld overeenkomstig het eerste lid, 1^o, voorafgaat.

Het eerste lid is enkel van toepassing voor zover die fiscale schuld een zekere en vaststaande schuld uitmaakt.

Wanneer de kennisgeving meegedeeld is overeenkomstig het eerste lid, 1^o, is de datum van de verzending van de kennisgeving de datum van de ontvangstbevestiging meegedeeld door de dienst informatie- en communicatietechnologie van de afzender van het bericht bedoeld in artikel 157, § 1."

Art. 53. In artikel 159 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 december 2012, worden de woorden "door de schuldenaar." vervangen door de woorden "door hun schuldenaar."

Art. 54. In artikel 160 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, worden de woorden "belastingen en hun bijbehoren" vervangen door de woorden "ter kennis gebrachte schulden";

2^o in de inleidende zin van paragraaf 2, worden de woorden "of aan een gerechtsmandataris" ingevoegd tussen de woorden "een begunstigde van een contractuele erfstelling" en de woorden ", indien deze een attest van erfopvolging of een uitgifte van de akte van erfopvolging voorlegt";

3° dans le paragraphe 2, le *b*) est remplacé par ce qui suit :

“b) que la libération des avoirs peut avoir lieu au profit de cet héritier, légataire, bénéficiaire d’une institution contractuelle ou mandataire judiciaire, après paiement des dettes notifiées au nom de l’ayant droit et de sa part dans les dettes notifiées au nom du de cujus, au moyen des fonds détenus auprès du débiteur de ces fonds.”

Art. 55. L’article 161 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“Art. 161. L’avis visé à l’article 157 est établi conformément au modèle arrêté par le Roi.”

Sous-section 4. — Code civil

Art. 56. A l’article 1240*bis* du Code Civil, inséré par la loi du 6 mai 2009 et modifié par les lois des 13 décembre 2012 et 11 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. Sauf disposition légale contraire, un débiteur de bonne foi libère les avoirs d’un défunt de manière libératoire à condition d’avoir été fait, soit aux ou sur instruction des personnes désignées par un certificat ou un acte d’hérédité, soit à ou sur instruction d’un mandataire judiciaire, après présentation :

- d’un certificat d’hérédité rédigé par le bureau compétent de l’Administration générale de la documentation patrimoniale; ou

- d’un certificat ou d’un acte d’hérédité rédigé par un notaire.”;

2° dans le paragraphe 3, les mots “d’un pacte successoral,” sont insérés entre les mots “, en cas de présence de successeurs incapables ou s’il est question de dispositions de dernière volonté,” et les mots “d’une institution contractuelle ou d’un contrat de mariage dans le chef du défunt,”;

3° dans le paragraphe 4, l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“Le cas échéant, l’acte ou le certificat d’hérédité mentionne le numéro d’identification du Registre national, le numéro d’identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ou le numéro d’identification à la Banque-Carrefour des entreprises.”

Sous-section 5. — Entrée en vigueur

Art. 57. Les articles 93*quater* du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, 434 du Code des impôts sur les revenus 1992 et 158 de la loi-programme (I) du 29 mars 2012, tels que remplacés par les dispositions de la présente loi, entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Par dérogation à l’alinéa 1^{er}, l’article 158, alinéa 3, 3°, de la loi-programme (I) du 29 mars 2012, tel que modifié par l’article 51 de la présente loi, entre en vigueur le 1^{er} avril 2019.”

Le Roi peut fixer une date d’entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l’alinéa 1^{er}.

Section 3. — Dispositions réparatrices des articles 418 et 419 du Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 58. L’article 418, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 25 décembre 2017, est complété par la phrase suivante :

“Lorsque le paiement des impôts, précomptes, versements anticipés, intérêts de retard, accroissements d’impôts ou amendes administratives intervient postérieurement à la mise en demeure adressée à l’administration, l’intérêt moratoire est alloué à compter du premier jour du mois qui suit le paiement effectif.”

Art. 59. Dans l’article 86, C, de la loi du 25 décembre 2017 portant réforme de l’impôt des sociétés, l’alinéa 11 est remplacé par ce qui suit :

“Les articles 77, 79 et 80 sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2018. Les articles 79 et 80, en tant qu’ils modifient la date de départ des intérêts moratoires visés aux articles 418, alinéa 1^{er}, et 419, alinéa 1^{er}, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont applicables aux enrôlements effectués à partir du 1^{er} janvier 2018. En cas de cotisations subséquentes, la date d’enrôlement de la cotisation primitive est prise en considération pour l’application des présentes dispositions. L’article 79, en tant qu’il modifie la date de départ des intérêts moratoires pour l’application de l’article 418, alinéa 1^{er}, du même Code, est applicable aux précompte professionnel et précompte mobilier rattachés aux exercices d’imposition 2018 et suivants.

3° in paragraaf 2, wordt de bepaling onder *b*) vervangen als volgt :

“b) dat de tegoeden kunnen worden vrijgegeven aan de erfgenaam, de legataris, de begunstigde van een contractuele erfstelling of de gerechtsmandataris na betaling van de schulden ter kennis gebracht op naam van de rechtverkrijgende en van zijn deel in de schulden ter kennis gebracht op naam van de erfflater, met tegoeden gehouden door de schuldenaar van deze fondsen.”

Art. 55. Artikel 161 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 161. Het in artikel 157 bedoelde bericht wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Koning bepaalde model.”

Onderafdeling 4. — Burgerlijk Wetboek

Art. 56. In artikel 1240*bis* van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 mei 2009 en gewijzigd bij de wetten van 13 december 2012 en 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Behoudens andersluidende wettelijke bepaling, geeft een schuldenaar te goeder trouw bevrijdend tegoeden van een overledene vrij, indien dit gebeurt, ofwel aan of op instructie van de personen aangewezen in een attest of een akte van erfopvolging, ofwel aan of op instructie van een gerechtsmandataris, na voorlegging :

- van een attest van erfopvolging opgesteld door het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie; of

- van een attest of akte van erfopvolging opgesteld door een notaris.”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “een erfovereenkomst,” ingevoegd tussen de woorden “, in geval van bestaan van onbekwame rechtsopvolgers of indien er sprake is van een uiterste wilsbeschikking,” en de woorden “een contractuele erfstelling of een huwelijkscontract in hoofde van de overledene”;

3° in paragraaf 4 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“In voorkomend geval vermeldt de akte of het attest van erfopvolging het identificatienummer van het Rijksregister, het identificatienummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of het identificatienummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.”

Onderafdeling 5. — Inwerkingtreding

Art. 57. De artikelen 93*quater* van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, 434 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en 158 van de programmawet (I) van 29 maart 2012, zoals vervangen door de bepalingen van huidige wet, treden in werking op 1 september 2019.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 158, derde lid, 3°, van de programmawet (I) van 29 maart 2012, zoals gewijzigd bij artikel 51 van deze wet, in werking op 1 april 2019.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Afdeling 3. — Reparatiebepalingen van de artikelen 418 en 419 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 58. Artikel 418, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 25 december 2017, wordt aangevuld met de volgende zin :

“Als de betaling van belastingen, voorheffingen, voorafbetalingen, nalatigheidsinteressen, belastingverhogingen of administratieve boetes plaatsvindt na de ingebrekestelling gericht tot de administratie, is de moratoriuminterest te rekenen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de werkelijke betaling.”

Art. 59. In artikel 86, C, van de wet van 25 december 2017 tot hervorming van de vennootschapsbelasting, wordt het elfde lid, vervangen als volgt :

“De artikelen 77, 79 en 80 zijn van toepassing vanaf 1 januari 2018. De artikelen 79 en 80, in de mate dat ze de begindatum van de moratoriuminteressen wijzigen bedoeld in de artikelen 418, eerste lid, en 419, eerste lid, 6°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zijn toepasselijk op de inkohieringen uitgevoerd vanaf 1 januari 2018. In geval van opeenvolgende aanslagen, wordt de datum van inkohiering van de oorspronkelijke aanslag in beschouwing genomen voor de toepassing van deze bepalingen. Artikel 79, in de mate dat het de begindatum wijzigt van de moratoriuminteressen voor de toepassing van artikel 418, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, is van toepassing op de bedrijfsvoorheffing en de roerende voorheffing verbonden aan de aanslagjaren 2018 en volgende.

L'article 80, en tant qu'il modifie la date de départ des intérêts moratoires pour l'application de l'article 419, alinéa 2, du même Code, est applicable aux précompte professionnel, précompte mobilier et versements anticipés rattachés aux exercices d'imposition 2018 et suivants."

Art. 60. Les articles 58 et 59 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2018.

TITRE IV. — Dispositions financières

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de la loi du 31 juillet 2017 portant des dispositions financières et fiscales diverses et portant des mesures en matière de contrats de concession*

Art. 61. Dans la loi du 31 juillet 2017 portant des dispositions financières et fiscales diverses et portant des mesures en matière de contrats de concession, l'intitulé de la Section 3 du Chapitre 1^{er} du Titre II est remplacé par ce qui suit :

"Transformation de la Monnaie royale de Belgique en service administratif".

Art. 62. L'article 7 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 7. Le service administratif à comptabilité autonome "Monnaie royale de Belgique" est transformé en service administratif, intégré au sein de l'Administration générale de la Trésorerie du Service public fédéral Finances.

Ce service administratif est dénommé "Monnaie royale de Belgique" et est appelé ci-après "Monnaie".

Art. 63. Dans l'article 8 de la même loi, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 64. L'article 9 de la même loi est abrogé.

Art. 65. Dans l'article 10 de la même loi, les points 3^o et 4^o sont abrogés.

Art. 66. L'article 12 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Création d'un fonds budgétaire relatif aux opérations de monétisation et de démonétisation de la Monnaie royale de Belgique de l'Administration générale de la Trésorerie du Service public fédéral Finances et modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires*

Section 1^{re}. — *Création du fonds budgétaire relatif aux opérations de monétisation et de démonétisation de la Monnaie royale de Belgique*

Art. 67. En application de l'article 62, § 1^{er}, de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, il est créé auprès du Service public fédéral Finances un fonds budgétaire relatif aux opérations de monétisation et de démonétisation de la "Monnaie royale de Belgique", de l'Administration générale de la Trésorerie du Service public fédéral Finances, intitulé "Fonds budgétaire relatif aux opérations monétaires de la Monnaie royale de Belgique".

Art. 68. Le Fonds budgétaire relatif aux opérations monétaires de la Monnaie royale de Belgique dispose :

1^o du versement du solde disponible au 1^{er} janvier 2019 du compte courant postal de la Monnaie royale de Belgique utilisé pour les dépenses liées aux opérations de démonétisation;

2^o des versements qu'elle reçoit de la Banque nationale de Belgique pour les opérations de monétisation.

Art. 69. Les recettes du Fonds budgétaire relatif aux opérations monétaires de la Monnaie royale de Belgique sont utilisées pour financer des dépenses liées aux activités de démonétisation de la Monnaie royale de Belgique à partir du 1^{er} janvier 2019.

Section 2. — *Modification de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires*

Art. 70. La rubrique 18 du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifié en dernier lieu par la loi-programme (I) du 26 décembre 2015, est complétée comme suit :

"18-5 Fonds budgétaire relatif aux opérations monétaires de la Monnaie royale de Belgique

Artikel 80, in de mate dat het de begindatum wijzigt van de moratoriuminteressen voor de toepassing van artikel 419, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, is van toepassing op de bedrijfsvoorheffing, de roerende voorheffing en de voorafbetalingen verbonden aan de aanslagjaren 2018 en volgende."

Art. 60. De artikelen 58 en 59 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

TITEL IV. — Financiële bepalingen

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet van 31 juli 2017 houdende diverse financiële en fiscale bepalingen en houdende maatregelen inzake concessieovereenkomsten*

Art. 61. In de wet van 31 juli 2017 houdende diverse financiële en fiscale bepalingen en houdende maatregelen inzake concessieovereenkomsten, wordt het opschrift van Afdeling 3 van Hoofdstuk 1 van Titel II vervangen als volgt :

"Omvorming van de Koninklijke Munt van België tot een administratieve dienst".

Art. 62. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 7. De administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie "Koninklijke Munt van België" wordt omgevormd tot een administratieve dienst van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Deze administratieve dienst wordt "Koninklijke Munt van België" genoemd en wordt hierna als "Munt" aangeduid."

Art. 63. In artikel 8 van dezelfde wet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 64. Artikel 9 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 65. In artikel 10 van dezelfde wet, worden de punten 3^o en 4^o opgeheven.

Art. 66. Artikel 12 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Oprichting van een begrotingsfonds betreffende verrichtingen aangaande monetisatie en demonetisatie van de Koninklijke Munt van België van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën en wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen*

Afdeling 1. — *Oprichting van het begrotingsfonds betreffende de verrichtingen aangaande monetisatie en demonetisatie van de Koninklijke Munt van België*

Art. 67. In toepassing van artikel 62, § 1, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat, wordt bij de Federale Overheidsdienst Financiën een begrotingsfonds opgericht betreffende de verrichtingen aangaande monetisatie en demonetisatie van de "Koninklijke Munt van België" van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën, genaamd "Begrotingsfonds betreffende monetaire verrichtingen van de Koninklijke Munt van België".

Art. 68. Het begrotingsfonds betreffende de monetaire verrichtingen van de Koninklijke Munt van België beschikt over :

1^o de storting van het op 1 januari 2019 beschikbare saldo van de postrekening van de Koninklijke Munt van België die gebruikt werd voor de uitgaven in verband met de verrichtingen aangaande demonetisatie;

2^o de stortingen van de Nationale Bank van België voor de verrichtingen aangaande monetisatie.

Art. 69. De ontvangsten van het Begrotingsfonds betreffende de monetaire verrichtingen van de Koninklijke Munt van België worden gebruikt ter financiering van de uitgaven in verband met de activiteiten aangaande demonetisatie van de Koninklijke Munt van België vanaf 1 januari 2019.

Afdeling 2. — *Wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen*

Art. 70. Rubriek 18 van de tabel bijgevoegd aan de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, laatst gewijzigd door de programmawet (I) van 26 december 2015, wordt als volgt aangevuld :

"18-5 Begrotingsfonds betreffende de monetaire verrichtingen van de Koninklijke Munt van België

Nature des recettes affectées :

1° le versement du solde disponible du compte courant postal de la Monnaie royale de Belgique utilisé pour les dépenses liées aux opérations de démonétisation;

2° les versements que la Monnaie royale de Belgique reçoit de la Banque nationale de Belgique pour les opérations de monétisation.

Nature des dépenses autorisées :

Les dépenses liées aux activités de démonétisation de la Monnaie royale de Belgique à partir du 1^{er} janvier 2019.”

CHAPITRE 3. — Abrogation

Art. 71. Dans l'article 4, § 5, de l'arrêté royal du 18 janvier 1990 portant modalités d'exécution de la loi du 11 août 1987 relative à la garantie des ouvrages en métaux précieux, l'alinéa 2 est abrogé.

CHAPITRE 4. — Entrée en vigueur

Art. 72. Le présent titre produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

TITRE V. — Dispositions diverses

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992

Section 1^{re}. — Revenus issus de l'économie collaborative, du travail associatif ou des services occasionnels entre citoyens

Art. 73. Dans l'article 90, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016 et remplacé par la loi du 18 juillet 2018, les mots "Sans préjudice de l'application des précomptes, les revenus des biens immobiliers, les revenus des capitaux et biens mobiliers ainsi que les revenus de sous-location d'immeubles visés à l'alinéa 1^{er}, 5^o," sont remplacés par les mots "Les revenus des biens immobiliers, les revenus des biens mobiliers visés à l'article 17, § 1^{er}, 3^o et 5^o, ainsi que les revenus de sous-location d'immeubles visés à l'alinéa 1^{er}, 5^o," et les mots "ces biens et capitaux" sont remplacés par les mots "ces biens".

Art. 74. L'article 97/1 du même Code, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016 et abrogé par la loi du 18 juillet 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 97/1. Les revenus visés à l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^obis à 1^oquater, s'entendent de leur montant net, c'est-à-dire le montant brut diminué des frais dont le contribuable apporte la preuve qu'ils ont été exposés ou supportés durant la période imposable afin d'acquiescer ou de conserver ces revenus.

Le montant brut des revenus est déterminé conformément à l'article 90/1, alinéas 2 et 3."

Art. 75. Dans le titre II, chapitre II, section V, sous-section 3, du même Code, il est inséré un article 102ter, rédigé comme suit :

"Art. 102ter. Les pertes éprouvées pendant la période imposable dans l'exercice d'activités visées à l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^obis, 1^oter ou 1^oquater sont déduites proportionnellement des autres revenus résultant de telles activités."

Art. 76. La présente section est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2018.

Section 2. — Simplification en matière d'IPP

Art. 77. Dans l'article 38, § 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

"Lorsque les avantages visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, comprennent à la fois des rémunérations visées à l'article 31 et à l'article 32, le montant maximum de l'exonération est imputé proportionnellement sur chacune de ces rémunérations."

Art. 78. L'article 538 du même Code, inséré par la loi du 26 décembre 2013, est abrogé.

Art. 79. L'article 77 produit ses effets le 1^{er} janvier 2019 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2020.

L'article 78 produit ses effets le 1^{er} janvier 2019 et est applicable aux allocations de licenciement, rémunérations et indemnités obtenues à partir du 1^{er} janvier 2019.

Aard van de toegewezen ontvangsten :

1° de storting van het beschikbare saldo van de postrekening van de Koninklijke Munt van België die gebruikt werd voor de uitgaven in verband met verrichtingen aangaande demonetisatie;

2° de stortingen die de Koninklijke Munt van België ontvangt van de Nationale Bank van België voor de verrichtingen aangaande monetisatie.

Aard van de toegestane uitgaven :

De uitgaven in verband met de activiteiten aangaande demonetisatie van de Koninklijke Munt van België vanaf 1 januari 2019."

HOOFDSTUK 3. — Opheffing

Art. 71. In artikel 4, § 5, van het koninklijk besluit van 18 januari 1990 houdende de uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 11 augustus 1987 houdende waarborg van werken uit edele metalen, wordt het tweede lid opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Inwerkingtreding

Art. 72. Deze titel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

TITEL V. — Diverse bepalingen

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Afdeling 1. — Inkomsten uit de deeleconomie, uit het verenigingswerk of uit occasionele diensten tussen burgers

Art. 73. In artikel 90, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016 en vervangen bij de wet van 18 juli 2018, worden de woorden "Onverminderd de toepassing van de voorheffingen, worden de inkomsten van onroerende goederen, de inkomsten van roerende goederen en kapitalen evenals de in het eerste lid, 5^o, vermelde inkomsten uit onderverhuring van onroerende goederen" vervangen door de woorden "De inkomsten van onroerende goederen, de in artikel 17, § 1, 3^o en 5^o, bedoelde inkomsten van roerende goederen evenals de in het eerste lid, 5^o, bedoelde inkomsten uit onderverhuring van onroerende goederen worden" en worden de woorden "die goederen en kapitalen" vervangen door de woorden "die goederen".

Art. 74. Artikel 97/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2016 en opgeheven bij de wet van 18 juli 2018, wordt hersteld als volgt :

"Art. 97/1. De in artikel 90, eerste lid, 1^obis tot 1^oquater, vermelde inkomsten worden naar het netto bedrag ervan in aanmerking genomen, dit is het bruto bedrag verminderd met de kosten waarvan de belastingplichtige het bewijs levert dat zij tijdens het belastbare tijdperk zijn gedaan of gedragen om die inkomsten te verkrijgen of te behouden.

Het bruto bedrag van de inkomsten wordt bepaald overeenkomstig artikel 90/1, tweede en derde lid."

Art. 75. In titel II, hoofdstuk II, afdeling V, onderafdeling 3, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 102ter ingevoegd, luidende :

"Art. 102ter. Verliezen die in het belastbare tijdperk zijn geleden bij het verrichten van handelingen als vermeld in artikel 90, eerste lid, 1^obis, 1^oter of 1^oquater worden evenredig afgetrokken van de andere inkomsten uit zulke handelingen."

Art. 76. Deze afdeling is van toepassing op de inkomsten die worden betaald of toegekend vanaf 1 januari 2018.

Afdeling 2. — Vereenvoudiging inzake PB

Art. 77. In artikel 38, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget, wordt tussen het eerste en het tweede lid, een lid ingevoegd, luidende :

"Wanneer de in het eerste lid, 2^o, bedoelde voordelen zowel in artikel 31 als in artikel 32 bedoelde bezoldigingen omvatten, wordt het maximumbedrag van de vrijstelling verhoudingsgewijs aangerekend op elk van die bezoldigingen."

Art. 78. Artikel 538 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 26 december 2013, wordt opgeheven.

Art. 79. Artikel 77 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019 en is van toepassing vanaf aanslagjaar 2020.

Artikel 78 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019 en is van toepassing op ontslaguitkeringen, vergoedingen, en schadeloosstellingen bekomen vanaf 1 januari 2019.

CHAPITRE 2. — *Modification du Code des droits et taxes divers*

Art. 80. L'article 10 du Code des droits et taxes divers modifié par la loi du 11 juillet 2018, est complété par les mots " , dans le cadre de la publicité hypothécaire".

Art. 81. L'article 80 produit ses effets le 30 juillet 2018.

CHAPITRE 3. — *Modification au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 82. L'article 92¹ du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par la loi du 23 décembre 1958, renuméroté par l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et modifié par la loi du 25 décembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 92¹. Le droit visé à l'article 88 et à l'article 3, alinéa 1^{er}, 7°, a), de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions couvre toute constitution ultérieure d'hypothèque sur un navire pour sûreté de la même créance et du même montant garanti."

Art. 83. L'article 82 produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

TITRE VI. — *Rétro-imputation des pertes en compensation de dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables*

Art. 84. Dans l'article 2 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un 4°/1 rédigé comme suit :

"4°/1 Moyenne entreprise

Par moyenne entreprise on entend une personne physique ou morale exerçant une activité économique, qui occupe pour au moins deux des trois dernières périodes imposables clôturées une moyenne de personnel de moins de 250 personnes en équivalents temps plein et dont :

- le chiffre d'affaires à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée n'excède pas le montant de 50 millions d'euros; ou

- le total du bilan n'excède pas le montant de 43 millions d'euros.

Lorsque la période imposable a une durée inférieure ou supérieure à douze mois, le montant du chiffre d'affaires à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, visé à l'alinéa 1^{er}, est multiplié par une fraction dont le dénominateur est douze et le numérateur le nombre de mois compris dans la période imposable considérée, tout mois commencé étant compté pour un mois complet.

Si l'entreprise est une entreprise liée, les critères en matière de chiffre d'affaires et de total du bilan sont calculés sur une base consolidée. Pour déterminer la moyenne de personnel d'une entreprise liée, la moyenne de personnel de chacune des sociétés liées au cours de la période imposable est additionnée.

Le chiffre d'affaires, le total du bilan et la moyenne de personnel visés à l'alinéa 1^{er} sont augmentés du chiffre d'affaires, du total du bilan et de la moyenne de personnel de chaque entreprise partenaire, à concurrence du pourcentage le plus élevé des quatre pourcentages suivants :

- soit le pourcentage de participation, visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'entreprise citée en premier lieu dans les droits de vote de l'autre entreprise;

- soit le pourcentage de participation, visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'autre entreprise dans les droits de vote de l'entreprise citée en premier lieu;

- soit le pourcentage de participation, visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'entreprise citée en premier lieu dans le capital de l'autre entreprise;

- soit le pourcentage de participation, visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'autre entreprise dans le capital de l'entreprise citée en premier lieu.

Dans le cas d'une entreprise nouvelle dont la première, deuxième ou troisième période imposable n'est pas encore clôturée, les données à prendre en considération sont déterminés au moyen d'une estimation effectuée de bonne foi au cours de la période imposable.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het Wetboek diverse rechten en taken*

Art. 80. Artikel 10 van het Wetboek diverse rechten en taken, gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, wordt aangevuld met de woorden " in het kader van de hypothecaire openbaarmaking".

Art. 81. Artikel 80 heeft uitwerking met ingang van 30 juli 2018.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging aan het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 82. Artikel 921 van het Wetboek der registratie, hypotheek en griffierechten, vervangen bij de wet van 23 december 1958, vernummerd bij het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 921. Het in artikel 88 en het in artikel 3, eerste lid, 7°, a), van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten bedoeld recht dekt elke latere vestiging van hypotheek op een schip tot zekerheid van dezelfde schuldvordering en van hetzelfde gewaarborgd bedrag."

Art. 83. Artikel 82 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

TITEL VI. — *Achterwaartse verliesverrekening ter compensatie van schade aan landbouwteelten, veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden*

Art. 84. In artikel 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt een bepaling onder 4°/1 ingevoegd, luidende :

"4°/1 Middelgrote onderneming

Onder middelgrote onderneming wordt een natuurlijke persoon of een rechtspersoon verstaan die een economische activiteit uitoefent en die in ten minste twee van de laatste drie afgesloten belastbare tijdperken een gemiddeld personeelsbestand heeft van minder dan 250 personen uitgedrukt in voltijdse equivalenten en waarvan :

- de omzet exclusief de belasting over de toegevoegde waarde het bedrag van 50 miljoen euro niet overschrijdt; of

- het balanstotaal het bedrag van 43 miljoen euro niet overschrijdt.

Wanneer het belastbare tijdperk een duur heeft van minder of meer dan twaalf maanden, wordt het bedrag van de in het eerste lid bedoelde omzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer twaalf is en de teller het aantal maanden van het betrokken belastbare tijdperk, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand wordt geteld.

Indien de onderneming een verbonden onderneming is, worden de criteria inzake jaaromzet en jaarlijks balanstotaal op geconsolideerde basis vastgesteld. Om het gemiddelde personeelsbestand van een verbonden onderneming te bepalen, wordt het gemiddelde personeelsbestand van elk van de betrokken verbonden vennootschappen in het belastbare tijdperk opgeteld.

De in het eerste lid bedoelde omzet, balanstotaal en gemiddeld personeelsbestand worden verhoogd met de jaaromzet, het balanstotaal en het gemiddeld personeelsbestand van elke partneronderneming, in verhouding tot het hoogste percentage van de volgende vier percentages :

- hetzij het in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde deelnemingspercentage van de eerstgenoemde onderneming in de stemrechten van de andere onderneming;

- hetzij het in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde deelnemingspercentage van de andere onderneming in de stemrechten van de eerstgenoemde onderneming;

- hetzij het in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde deelnemingspercentage van de eerstgenoemde onderneming in het kapitaal van de andere onderneming;

- hetzij het in paragraaf 4, eerste lid, bedoelde deelnemingspercentage van de andere onderneming in het kapitaal van de eerstgenoemde onderneming.

In het geval van een nieuwe onderneming waarvan het eerste, tweede of derde belastbare tijdperk nog niet is afgesloten, worden de in aanmerking te nemen gegevens bepaald door middel van een in de loop van het belastbare tijdperk te goeder trouw gemaakte schatting.

Une entreprise ne peut pas être une moyenne entreprise si le contrôle sur le capital ou sur les droits de vote de l'entreprise est exercé, directement ou indirectement, à titre individuel ou conjointement, pour 25 p.c. ou plus par un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs visés à l'article 2 de la loi de 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Les cas visés au paragraphe 4, alinéa 2, qui ne sont pas liés à l'entreprise précitée ne sont pas considérés comme pouvoirs adjudicateurs pour l'application du présent alinéa.;

b) dans le paragraphe 1^{er}, il est inséré un 4°/2 rédigé comme suit :

"4°/2 Entreprise en difficulté

Par entreprise en difficulté on entend une entreprise :

- pour laquelle une demande de faillite est introduite ou dont à ce moment la gestion de tout ou partie de l'actif lui est retirée comme cela est prévu aux articles XX. 32 et XX. 100 du Code de droit économique;

- pour laquelle une procédure de réorganisation judiciaire est entamée comme cela est prévu au titre V du livre XX du Code de droit économique;

- qui est une société dissoute et se trouve en liquidation;

- dont à la suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié de la part fixe du capital social;

- qui a reçu des aides qui ont été considérées comme compatibles par la Commission européenne avec des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers du 31 juillet 2014 (JO C 249) ou avec l'article 107, alinéa 3, b, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui en cas d'aide au sauvetage n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie ou en cas d'aide à la restructuration est toujours soumis au plan de restructuration.;"

c) l'article est complété par le paragraphe 4, rédigé comme suit :

"§ 4. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 4°/1, une entreprise est considérée comme entreprise partenaire si l'entreprise citée en premier lieu n'est pas liée à cette autre entreprise, et si :

- l'entreprise citée en premier lieu ne rassemble pas avec ces entreprises liées à cette entreprise une participation de 25 p.c. ou plus du capital ou des droits de vote de l'autre entreprise; ou

- l'autre entreprise ne rassemble pas avec ces entreprises liées à cette entreprise une participation de 25 p.c. ou plus du capital ou des droits de vote de l'entreprise citée en premier lieu.

Les sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, business angels, universités, centres de recherche à but non lucratif, investisseurs institutionnels, fonds de développement régional et autorités autonomes locales, tels que visés à l'article 3, alinéa 2, de l'annexe I, du règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne sont pas considérés comme une entreprise partenaire pour l'application du paragraphe 1^{er}, 4°/1.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} et du paragraphe 1^{er}, 4°/1, une entreprise est considérée comme entreprise liée à une autre entreprise si :

- l'entreprise citée en premier lieu a, directement ou au moyen d'entreprises tierces, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'autre entreprise;

- l'autre entreprise a, directement ou au moyen d'entreprises tierces, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l'entreprise citée en premier lieu;

- l'entreprise citée en premier lieu a, directement ou au moyen d'entreprises tierces, le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'autre entreprise;

- l'autre entreprise a, directement ou au moyen d'entreprises tierces, le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise citée en premier lieu;

Een onderneming kan evenwel geen middelgrote onderneming zijn indien de controle over het kapitaal of de stemrechten van de onderneming, individueel of gezamenlijk, rechtstreeks of onrechtstreeks, voor 25 pct. of meer wordt uitgeoefend door één of meerdere aanbestedende overheden als bedoeld in artikel 2 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten. De in paragraaf 4, tweede lid, bedoelde gevallen die niet verbonden zijn met de voornoemde onderneming, worden voor de toepassing van dit lid niet beschouwd als aanbestedende overheden.;"

b) in paragraaf 1 wordt een bepaling onder 4°/2 ingevoegd, luidende :

"4°/2 Onderneming in moeilijkheden

Onder onderneming in moeilijkheden wordt een onderneming verstaan :

- waarvoor een aangifte of vordering tot faillietverklaring is ingesteld of waarvan op dat ogenblik het beheer van het actief geheel of ten dele is ontnomen zoals bepaald in de artikelen XX. 32 en XX. 100 van het Wetboek van economisch recht;

- waarvoor een procedure van gerechtelijke reorganisatie is geopend zoals bepaald in titel V van boek XX van het Wetboek van economisch recht;

- die een ontbonden vennootschap is en zich in staat van vereffening bevindt;

- waarvan ten gevolge van geleden verlies het netto actief is gedaald tot minder dan de helft van het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal;

- die steun heeft ontvangen die door de Europese Commissie geacht wordt verenigbaar te zijn met de richtsnoeren voor reddings- en herstructureringssteun aan niet-financiële ondernemingen in moeilijkheden van 31 juli 2014 (PB C 249) of met artikel 107, derde lid, b, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en die in het geval van reddingssteun de lening nog niet heeft terugbetaald of de garantie nog niet heeft beëindigd of in het geval van herstructureringssteun zich nog steeds in de herstructureringsfase bevindt.;"

c) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

"§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 1, 4°/1, wordt een onderneming als een partneronderneming van een andere onderneming aangemerkt indien deze eerstgenoemde onderneming niet verbonden is met deze andere onderneming, en :

- de eerstgenoemde onderneming al dan niet samen met de met deze onderneming verbonden ondernemingen een deelneming heeft van 25 pct. of meer van het kapitaal of de stemrechten van de andere onderneming; of

- de andere onderneming al dan niet samen met de met deze onderneming verbonden ondernemingen een deelneming heeft van 25 pct. of meer van het kapitaal of de stemrechten van de eerstgenoemde onderneming.

Openbare participatiemaatschappijen, risicokapitaalmaatschappijen, business angels, universiteiten, onderzoekscentra zonder winstoogmerk, institutionele beleggers, regionale ontwikkelingsfondsen en autonome lokale autoriteiten, zoals bedoeld in artikel 3, lid 2, van bijlage I, van verordening (EU) 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, worden voor de toepassing van paragraaf 1, 4°/1 niet beschouwd als partnerondernemingen.

Voor de toepassing van het eerste lid en van paragraaf 1, 4°/1 wordt een onderneming als een verbonden onderneming van een andere onderneming aangemerkt indien :

- de eerstgenoemde onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen de meerderheid heeft van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van de andere onderneming;

- de andere onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen de meerderheid heeft van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van de eerstgenoemde onderneming;

- de eerstgenoemde onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen het recht heeft de meerderheid van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichhoudend orgaan van de andere onderneming te benoemen of te ontslaan;

- de andere onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen het recht heeft de meerderheid van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichhoudend orgaan van de eerstgenoemde onderneming te benoemen of te ontslaan;

- l'entreprise citée en premier lieu a, directement ou au moyen d'entreprises tierces, le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec cette entreprise ou en vertu d'une clause contenue dans les statuts de cette entreprise citée en dernier lieu, sauf dans le cas où l'entreprise citée en premier lieu se trouve dans le champ d'application de l'alinéa 2 et que les faits n'établissent pas que ce droit est effectivement exercé;

- l'autre entreprise a, directement ou au moyen d'entreprises tierces, le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec cette entreprise ou en vertu d'une clause contenue dans les statuts de cette entreprise citée en dernier lieu, sauf dans le cas où l'autre entreprise se trouve dans le champ d'application de l'alinéa 2 et que les faits n'établissent pas que ce droit est effectivement exercé;

- l'entreprise citée en premier lieu est, directement ou au moyen d'entreprises tierces, l'actionnaire ou associée d'une autre entreprise et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de cette autre entreprise;

- l'autre entreprise est, directement ou au moyen d'entreprises tierces, l'actionnaire ou associé de l'entreprise citée en premier lieu et contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise citée en premier lieu, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de cette entreprise citée en premier lieu.

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, 4^o/1, la moyenne de personnel est le nombre moyen des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein inscrits à la banque de données DIMONA conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, à la fin de chaque mois de la période imposable, ou lorsque l'emploi ne relève pas du champ d'application de cet arrêté royal, le nombre moyen des travailleurs équivalents temps plein inscrits au registre général du personnel ou dans un document équivalent à la fin de chaque mois de la période imposable considérée.

Ce nombre moyen des travailleurs est augmenté, le cas échéant, du nombre des personnes physiques qui exercent dans l'entreprise une fonction dirigeante ou une activité dirigeante de gestion journalière, d'ordre commercial, financier ou technique et qui n'étaient pas enregistrées à la banque de données DIMONA ni inscrites au registre général du personnel précité ou dans le document équivalent précité.

Le nombre des travailleurs exprimé en équivalents à temps plein est égal au volume de travail exprimé en équivalents occupés à temps plein, à calculer pour les travailleurs occupés à temps partiel sur la base du nombre conventionnel d'heures à prester par rapport à la durée normale de travail d'un travailleur à temps plein comparable."

Art. 85. Dans l'article 23, § 2, 3^o, du même Code, modifié par la loi du 28 décembre 1992, les mots "des périodes imposables antérieures." sont remplacés par les mots "des périodes imposables antérieures, ou, dans le cas mentionné à l'article 78, § 2, des périodes imposables ultérieures".

Art. 86. L'article 78 du même Code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, à la demande du contribuable qui répond aux conditions visées à l'alinéa 4, la partie des pertes professionnelles qui est imputable au dommage aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables et encouru dans une région avec laquelle un protocole visé à l'alinéa 3 a été conclu, est déduite consécutivement des revenus professionnels des trois périodes imposables précédant la période imposable dans laquelle ce dommage a été définitivement constaté, à commencer par la plus ancienne. La partie de ces pertes professionnelles qui ne peut pas être déduite de ces revenus professionnels, est déductible conformément au paragraphe 1^{er}.

- de eerstgenoemde onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen het recht heeft een overheersende invloed op een andere onderneming uit te oefenen op grond van een met deze onderneming gesloten overeenkomst of een bepaling in de statuten van de laatstgenoemde onderneming, behalve in het geval de eerstgenoemde onderneming onder het toepassingsgebied van het tweede lid valt en uit de feiten niet blijkt dat dit recht daadwerkelijk wordt uitgeoefend;

- de andere onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen het recht heeft een overheersende invloed op een andere onderneming uit te oefenen op grond van een met deze onderneming gesloten overeenkomst of een bepaling in de statuten van de laatstgenoemde onderneming, behalve in het geval de andere onderneming onder het toepassingsgebied van het tweede lid valt en uit de feiten niet blijkt dat dit recht daadwerkelijk wordt uitgeoefend;

- de eerstgenoemde onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen de aandeelhouder of vennoot is van een andere onderneming en op grond van een met andere aandeelhouders of vennoten van die andere onderneming gesloten overeenkomst als enige zeggenschap heeft over de meerderheid van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van die andere onderneming;

- de andere onderneming rechtstreeks of middels derde ondernemingen de aandeelhouder of vennoot is van de eerstgenoemde onderneming en op grond van een met andere aandeelhouders of vennoten van die eerst genoemde onderneming gesloten overeenkomst als enige zeggenschap heeft over de meerderheid van de stemrechten van de aandeelhouders of vennoten van die eerst genoemde onderneming.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 4^o/1, wordt onder het gemiddelde personeelsbestand begrepen het gemiddelde van het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten dat is geregistreerd in de DIMONA-databank overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, per einde van elke maand van het belastbare tijdperk, of indien de tewerkstelling niet behoort tot het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit, het gemiddelde aantal tewerkgestelde werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten van de in het algemene personeelsregister of een gelijkwaardig document ingeschreven werknemers per einde van elke maand van het desbetreffende belastbare tijdperk.

Dit gemiddelde van het aantal werknemers wordt in voorkomend geval verhoogd met het aantal natuurlijke personen die in de onderneming een leidende functie of een leidende werkzaamheid van dagelijks bestuur, van commerciële, financiële of technische aard uitoefenen en die niet werden geregistreerd in de DIMONA-databank noch werden ingeschreven in het voormelde algemene personeelsregister of het voormelde gelijkwaardig document.

Het aantal werknemers uitgedrukt in voltijdse equivalenten is gelijk aan het arbeidsvolume uitgedrukt in voltijds tewerkgestelde equivalenten, te berekenen voor de deeltijdse werknemers op basis van het conventioneel aantal te presteren uren, gerelateerd ten opzichte van de normale arbeidsduur van een vergelijkbare voltijdse werknemer."

Art. 85. In artikel 23, § 2, 3^o, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden "vorige belastbare tijdperken" vervangen door de woorden "vorige, of, in het geval vermeld in artikel 78, § 2, latere belastbare tijdperken".

Art. 86. Artikel 78 van hetzelfde Wetboek, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

"§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt op vraag van een belastingplichtige die voldoet aan de in het vierde lid bedoelde criteria het gedeelte van de beroepsverliezen, dat toe te schrijven is aan schade aan landbouwteelten die werd veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden, en werd geleden in een gewest waarmee een in het derde lid bedoeld protocol werd gesloten, achtereenvolgens afgetrokken van de beroepsinkomsten van de drie belastbare tijdperken voorafgaand aan het belastbare tijdperk waarin die schade definitief is vastgesteld, te beginnen met het oudste. Het gedeelte van deze beroepsverliezen dat niet in aftrek kan worden gebracht van deze beroepsinkomsten, is aftrekbaar overeenkomstig paragraaf 1.

La partie des pertes professionnelles qui est imputable au dommage défini à l'alinéa 1^{er} correspond au montant des pertes professionnelles, limité successivement au montant de la perte professionnelle de l'activité professionnelle du contribuable visée à l'article 23, § 1^{er}, 1^o, et au montant de ce dommage qui a été définitivement constaté par la région dans la période imposable selon les limites de l'article 25 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Le Roi peut, après consultation de la Conférence Interministérielle de Politique Agricole, clarifier le moment où le dommage est définitivement constaté.

La rétro-déduction de perte définie à l'alinéa 1^{er} est applicable uniquement si le dommage défini à l'alinéa 1^{er} a été encouru sur le territoire d'une région qui a conclu avec l'autorité fédérale un protocole publié au *Moniteur belge* sur la base de l'article 8 de l'accord de coopération de 18 juin 2003 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche, visant l'échange d'information qui est nécessaire pour le respect conjoint des règles de cumul telles que visées à l'article 8 du règlement (UE) n° 702/2014 précité.

Le présent paragraphe n'est applicable que si le contribuable :

- est une moyenne entreprise; et
- exploite une entreprise ayant pour but la production des produits agricoles énumérés à l'annexe I du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sans exercer d'autre opération modifiant la nature de ces produits;
- n'était pas une entreprise en difficulté au moment où les dégâts ont été encourus; et
- n'a pas supporté un ordre de récupération suite à une décision de la Commission déclarant une aide octroyée par la Belgique illégale et incompatible avec le marché intérieur.

Pour l'application du présent paragraphe et de l'article 206, § 4, on entend par circonstances météorologiques défavorables, les circonstances météorologiques qui peuvent être assimilées à une calamité naturelle, telles que définies à l'article 2, point 16, du règlement (UE) n° 702/2014 précité, et qui sont formellement reconnues comme calamité par une région et dont cette reconnaissance est publiée au *Moniteur belge*.

Les pertes professionnelles pour lesquelles l'application de la rétro-déduction des pertes est demandée sont déduites après déduction des pertes professionnelles de périodes imposables antérieures en application du paragraphe 1^{er}.

Le contribuable demande l'application de la rétro-déduction des pertes dans la déclaration se rapportant à la période imposable au cours de laquelle le dommage visé à l'alinéa 1^{er} a été définitivement constaté. Cette demande est définitive et irrévocable. Le Roi peut fixer les modalités de la demande. "

Art. 87. Dans le titre II, chapitre III, section 1^{re} du même Code, il est inséré une sous-section VI, rédigée comme suit :

"Sous-section VI. Majoration en cas de dépassement de l'intensité maximale de l'aide suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles".

Art. 88. Dans le titre II, chapitre III, section 1^{er}, sous-section VI, du même Code, il est inséré un article 168/1, rédigé comme suit :

"Art. 168/1. § 1^{er}. Lorsque le contribuable a opté pour la rétro-déduction de pertes professionnelles en application de l'article 78, § 2, et que suite à cette déduction, l'excédent d'impôt a été dégrèvé de plein droit en application de l'article 375/1, l'impôt total de la période imposable pour laquelle le calcul alternatif décrit au paragraphe 2 a été utilisé pour la dernière fois conformément à l'alinéa 2 de ce même paragraphe, est majoré d'un montant déterminé conformément au paragraphe 3.

Het gedeelte van de beroepsverliezen dat toe te schrijven is aan de in het eerste lid omschreven schade, stemt overeen met het bedrag van de beroepsverliezen achtereenvolgens beperkt tot het bedrag van het beroepsverlies uit de in artikel 23, § 1, 1^o, bedoelde beroepswerkzaamheid van de belastingplichtige en tot het bedrag van deze schade die door het Gewest binnen de grenzen van artikel 25 van verordening (EU) Nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard. De Koning kan, na raadpleging van de Interministeriële Conferentie voor het Landbouwbeleid, op nadere wijze het tijdstip omschrijven waarop de schade definitief is vastgesteld.

De in het eerste lid omschreven achterwaartse verliesaftrek kan enkel worden toegepast indien de in het eerste lid bedoelde schade werd geleden op het grondgebied van een gewest dat met de federale overheid een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt protocol heeft gesloten op grond van artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de gereguleerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij, met het oog op de uitwisseling van informatie die nodig is voor de gezamenlijke naleving van de cumulatieregels zoals bedoeld in artikel 8 van de voormelde verordening (EU) Nr. 702/2014.

Deze paragraaf is enkel van toepassing indien de belastingplichtige :

- een middelgrote onderneming is; en
- een onderneming uitbaat die de productie van landbouwproducten tot doel heeft die zijn opgenomen in bijlage I bij het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarbij deze landbouwproducten geen verdere bewerking ondergaan die de aard van deze producten wijzigt;
- geen onderneming in moeilijkheden was op het ogenblik dat de schade werd geleden; en
- geen bevel tot terugvordering heeft uitstaan ingevolge een besluit van de Commissie die een door België verleende steun onrechtmatig en onverenigbaar met de interne markt heeft verklaard.

Voor de toepassing van deze paragraaf en van artikel 206, § 4, wordt onder ongunstige weersomstandigheden de weersomstandigheden verstaan die met een natuurramp kunnen worden gelijkgesteld, zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 16, van de voormelde verordening (EU) Nr. 702/2014, die formeel door een gewest als ramp worden erkend en waarvan die erkenning in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

De beroepsverliezen waarvoor de toepassing van de achterwaartse verliesaftrek wordt gevraagd, worden afgetrokken na aftrek van de beroepsverliezen van vorige belastbare tijdperken bij toepassing van paragraaf 1.

De belastingplichtige vraagt de toepassing van de achterwaartse verliesaftrek aan in de aangifte die betrekking heeft op het belastbare tijdperk waarin de in het eerste lid bedoelde schade definitief is vastgesteld. Deze aanvraag is definitief en onherroepelijk. De Koning kan nadere regels met betrekking tot de aanvraag vastleggen."

Art. 87. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling VI ingevoegd, luidende :

"Onderafdeling VI. Vermeerdering ingevolge de overschrijding van de maximale steunintensiteit ten gevolge van de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen".

Art. 88. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, onderafdeling VI, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 168/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 168/1. § 1. Wanneer de belastingplichtige heeft geopteerd voor de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen bij toepassing van artikel 78, § 2 en ingevolge deze aftrek het teveel aan belasting in toepassing van artikel 375/1 van rechtswege is ontheven, wordt de totale belasting van het belastbare tijdperk waarvoor de in paragraaf 2 omschreven alternatieve berekening overeenkomstig het tweede lid van diezelfde paragraaf voor het laatst wordt gemaakt, vermeerderd met het overeenkomstig paragraaf 3 bepaalde bedrag.

§ 2. Lorsque le contribuable a opté pour la rétro-déduction des pertes professionnelles en application de l'article 78, § 2, des calculs alternatifs de l'impôt dû par le contribuable sont réalisés dans lesquels cet impôt est à chaque fois déterminé comme si le contribuable n'avait pas opté pour la rétro-déduction des pertes, dans lesquels les pertes professionnelles effectivement déduites des revenus professionnels des trois périodes imposables précédentes sont successivement déduites des revenus professionnels des périodes imposables suivantes conformément à l'article 78, § 1^{er}.

Le calcul alternatif est réalisé pour chacune des périodes imposables à partir de la troisième période imposable précédant la période imposable dans laquelle le dommage visé à l'article 78, § 2, est définitivement constaté, jusqu'à la période imposable dans laquelle soit :

- le montant cumulé des pertes professionnelles qui sont déduites dans les calculs alternatifs conformément à l'article 78, est égal au montant des pertes professionnelles effectivement déduites des revenus professionnels dans ces mêmes périodes imposables en application de l'article 78;

- il est mis fin à l'activité agricole.

§ 3. La majoration est égale à la différence positive entre :

- l'équivalent-subvention brute de l'avantage lié au dégrèvement appliqué conformément à l'article 375/1 suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles, calculé sur la base de la différence entre les calculs réels de l'impôt et les calculs alternatifs de l'impôt réalisés conformément au paragraphe 2, et

- le montant du dommage, proportionnellement limité à l'intensité disponible de l'aide.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par intensité disponible de l'aide, l'intensité maximale de l'aide telle que définie à l'article 25 du règlement (UE) n° 702/2014, de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le cas échéant diminuée de l'intensité de l'aide de l'aide régionale accordée en compensation du dommage visé aux articles 78, § 2, ou 206, § 4.

§ 4. Le Roi détermine les modalités afin de déterminer l'équivalent-subvention brute de l'avantage lié au dégrèvement appliqué conformément à l'article 375/1 suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles, visé au paragraphe 3, ainsi que le montant de la majoration visé au paragraphe 3. Cet équivalent-subvention brute et cette majoration sont déterminés en application des dispositions pertinentes du règlement (UE) n° 702/2014 précité et des autres dispositions pertinentes de droit européen."

Art. 89. Dans l'article 175 du même Code, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 8 mai 2014, 10 août 2015 et 26 mars 2018, les mots "et 145³², § 2," sont remplacés par les mots ", 145³², § 2, et 168/1".

Art. 90. L'article 206 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2018, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

"§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la partie des pertes professionnelles qui, à la demande du contribuable qui remplit les critères visés à l'article 78, § 2, alinéa 4, est imputable au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables et encouru dans une région avec laquelle un protocole visé à l'article 78, § 2, alinéa 3, a été conclu, est déduite consécutivement des revenus professionnels des trois périodes imposables précédant la période imposable dans laquelle ce dommage a été définitivement constaté, à commencer par la plus ancienne. La partie de ces pertes professionnelles qui ne peut pas être déduite de ces revenus professionnels, est déductible conformément au paragraphe 1^{er}.

La partie des pertes professionnelles qui est imputable au dommage défini à l'alinéa 1^{er} correspond au montant des pertes professionnelles, limité au montant de ce dommage tel que défini par l'article 78, § 2, alinéa 2, qui a été définitivement constaté dans la période imposable. Le Roi peut, après consultation de la Conférence Interministérielle de Politique Agricole, clarifier le moment où le dommage est définitivement constaté.

§ 2. Wanneer de belastingplichtige heeft geopteerd voor de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen bij toepassing van artikel 78, § 2, worden alternatieve berekeningen gemaakt van de door de belastingplichtige verschuldigde belasting waarbij die belasting telkens wordt bepaald alsof de belastingplichtige niet zou hebben geopteerd voor de achterwaartse aftrek van verliezen, waarbij de beroepsverliezen die effectief zijn afgetrokken van de beroepsinkomsten van de drie voorgaande belastbare tijdperken achtereenvolgens worden afgetrokken van de beroepsinkomsten van de volgende belastbare tijdperken overeenkomstig artikel 78, § 1.

De alternatieve berekening wordt gemaakt voor elk van de belastbare tijdperken vanaf het derde belastbare tijdperk voorafgaand aan het belastbare tijdperk waarin de in artikel 78, § 2, bedoelde schade definitief is vastgesteld tot het belastbare tijdperk waarin ofwel :

- het gecumuleerde bedrag van de beroepsverliezen die in de alternatieve berekeningen overeenkomstig artikel 78, worden afgetrokken gelijk is aan het bedrag aan beroepsverliezen dat in dezelfde belastbare tijdperken in toepassing van artikel 78 daadwerkelijk van de beroepsinkomsten werd afgetrokken;

- de landbouwactiviteit wordt stopgezet.

§ 3. De vermeerdering is gelijk aan het positieve verschil tussen :

- het brutosubsidie-equivalent van het voordeel dat verbonden is met de overeenkomstig artikel 375/1 toegepaste ontheffing ingevolge de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen, berekend op basis van het verschil tussen de werkelijke berekeningen van de belasting en de overeenkomstig paragraaf 2 uitgevoerde alternatieve berekeningen van de belasting, en

- het bedrag van de schade, verhoudingsgewijs beperkt tot de beschikbare steunintensiteit.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder de beschikbare steunintensiteit, de maximale steunintensiteit worden begrepen zoals omschreven in artikel 25 van de verordening (EU) 702/2014, van de Commissie van 25 juni 2014, waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bossector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, in voorkomend geval verminderd met de steunintensiteit van de gewestelijke steun die is verleend ter compensatie van de in artikelen 78, § 2, of 206, § 4, bedoelde schade.

§ 4. De Koning legt de nadere regels vast om het in paragraaf 3 bedoelde brutosubsidie-equivalent van het voordeel dat verbonden is met de overeenkomstig artikel 375/1 toegepaste ontheffing ingevolge de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen en het in paragraaf 3 bedoelde bedrag van de vermeerdering te bepalen. Dit brutosubsidie-equivalent en deze vermeerdering worden bepaald met toepassing van de relevante bepalingen van voormelde verordening (EU) 702/2014 en andere relevante Europeesrechtelijke bepalingen."

Art. 89. In artikel 175 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 8 mei 2014, 10 augustus 2015 en 26 maart 2018, worden de woorden "en 145³², § 2, bedoelde vermeerderingen" vervangen door de woorden ", 145³², § 2, en 168/1, bedoelde vermeerderingen".

Art. 90. Artikel 206 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

"§ 4. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, wordt op vraag van de belastingplichtige die voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 78, § 2, vierde lid, het gedeelte van de beroepsverliezen, dat toe te schrijven is aan schade aan landbouwteelten veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden, en geleden in een gewest waarmee een in artikel 78, § 2, derde lid, bedoeld protocol werd gesloten, achtereenvolgens afgetrokken van de beroepsinkomsten van de drie belastbare tijdperken voorafgaand aan het belastbare tijdperk waarin die schade definitief is vastgesteld, te beginnen met het oudste. Het gedeelte van deze beroepsverliezen dat niet in aftrek kan worden gebracht van deze beroepsinkomsten, is aftrekbaar overeenkomstig paragraaf 1.

Het gedeelte van de beroepsverliezen dat toe te schrijven is aan de in het eerste lid omschreven schade stemt overeen met het bedrag van de beroepsverliezen, beperkt tot het overeenkomstig artikel 78, § 2, tweede lid, omschreven bedrag van deze schade die in het belastbare tijdperk definitief werd vastgesteld. De Koning kan, na raadpleging van de Interministeriële Conferentie voor het Landbouwbeleid, op nadere wijze het tijdstip omschrijven waarop de schade definitief is vastgesteld.

Les pertes professionnelles pour lesquelles l'application de la rétro-déduction de pertes est demandée sont déduites après déduction des pertes professionnelles de périodes imposables antérieures en application du paragraphe 1^{er}.

Le contribuable demande l'application de la rétro-déduction des pertes dans la déclaration se rapportant à la période imposable au cours de laquelle le dommage visé à l'alinéa 1^{er} a été définitivement constaté. Cette demande est définitive et irrévocable. Le Roi peut fixer les modalités de la demande.

Art. 91. Dans le titre III, chapitre III, section 1^{re} du même Code, il est inséré une sous-section 4, rédigée comme suit :

"Sous-section 4. Majoration en cas de dépassement de l'intensité maximale de l'aide suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles".

Art. 92. Dans le titre II, chapitre III, section 1^{re}, sous-section 4, du même Code, il est inséré un article 218/1, rédigé comme suit :

"Art. 218/1. Lorsque le contribuable a opté pour la rétro-déduction de pertes professionnelles en application de l'article 206, § 4, et que suite à cette déduction, l'excédent d'impôt a été dégrevé de plein droit en application de l'article 375/1, l'impôt total de la période imposable pour laquelle le calcul alternatif décrit à l'article 168/1, § 2, a été utilisé pour la dernière fois conformément à l'alinéa 2 de ce même paragraphe, est majoré du montant déterminé conformément à l'article 168/1, § 3.

Le Roi détermine les modalités conformément à l'article 168/1, § 4."

Art. 93. Dans l'article 243, alinéa 3, 5^o, du même Code, remplacé par la loi du 25 décembre 2017, les mots "165 et 175" sont remplacés par les mots "165, 168/1 et 175".

Art. 94. Dans l'article 243/1, 4^o, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014 et modifié par les lois des 18 août 2015 et 26 mars 2018, les mots "165 et 175" sont remplacés par les mots "165, 168/1 et 175".

Art. 95. Dans l'article 245, alinéa 1^{er}, 1^o, premier et deuxième tirets, du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014 et modifié par les lois des 10 août 2015 et 26 mars 2018, les mots "157 à 168" sont remplacés par les mots "157 à 168/1".

Art. 96. A l'article 275⁸ du même Code, rétabli par la loi du 15 mai 2014 et modifié par les lois des 24 mars 2015, 18 décembre 2015 et 30 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"La dispense de versement du précompte professionnel visée dans le présent article est applicable uniquement si l'employeur et le cas échéant, la société visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, qui a effectué l'investissement, est une moyenne entreprise."

2^o dans le paragraphe 2, les alinéa 2 à 7 sont abrogés;

3^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 8, qui devient l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

"La dispense de versement du précompte professionnel visée dans le présent article ne peut pas être appliquée par un employeur qui, au moment de la remise du formulaire tel que visé au § 5, est une entreprise en difficulté."

Art. 97. A l'article 275⁹ du même Code, inséré par la loi du 15 mai 2014 et modifié par les lois des 24 mars 2015, 18 décembre 2015 et 30 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"La dispense de versement du précompte professionnel visée dans le présent article est applicable uniquement si l'employeur ou le cas échéant, la société visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, qui a effectué l'investissement n'est pas une moyenne entreprise."

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "dispense de versement du précompte professionnel ne peut pas être appliquée par un employeur visé à l'article 275⁸, § 2, alinéa 8" sont remplacés par les mots "dispense de versement du précompte professionnel visée dans le présent article ne peut pas être appliquée par un employeur qui, au moment de la remise du formulaire tel que visé à l'article 275⁸, § 5, est une entreprise en difficulté."

De beroepsverliezen waarvoor de toepassing van de achterwaartse verliesaftrek wordt gevraagd, worden afgetrokken na aftrek van de beroepsverliezen van vorige belastbare tijdperken bij toepassing van paragraaf 1.

De belastingplichtige vraagt de toepassing van de achterwaartse verliesaftrek aan in de aangifte die betrekking heeft op het belastbare tijdperk waarin de in het eerste lid bedoelde schade definitief is vastgesteld. Deze aanvraag is definitief en onherroepelijk. De Koning kan nadere regels met betrekking tot de aanvraag vastleggen."

Art. 91. In titel III, hoofdstuk III, afdeling I, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, luidende :

"Onderafdeling 4. Vermeerdering ingevolge de overschrijding van de maximale steuintensiteit ten gevolge van de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen".

Art. 92. In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, onderafdeling 4, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 218/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 218/1. Wanneer de belastingplichtige heeft geopteerd voor de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen bij toepassing van artikel 206, § 4, en ingevolge deze aftrek het teveel aan belasting in toepassing van artikel 375/1 van rechtswege is ontheven, wordt de totale belasting van het belastbare tijdperk waarvoor de in artikel 168/1, § 2, omschreven alternatieve berekening overeenkomstig het tweede lid van diezelfde paragraaf voor het laatst wordt gemaakt, vermeerderd met het overeenkomstig in artikel 168/1, § 3, bepaalde bedrag.

De Koning legt de nadere regels vast overeenkomstig artikel 168/1, § 4."

Art. 93. In artikel 243, derde lid, 5^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 december 2017, worden de woorden "165 en 175" vervangen door de woorden "165, 168/1 en 175".

Art. 94. In artikel 243/1, 4^o, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 18 augustus 2015 en 26 maart 2018, worden de woorden "165 en 175" vervangen door de woorden "165, 168/1 en 175".

Art. 95. In artikel 245, eerste lid, 1^o, eerste en tweede streepje, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2015 en 26 maart 2018, worden de woorden "157 tot 168" vervangen door de woorden "157 tot 168/1".

Art. 96. In artikel 2758 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015, 18 december 2015, en 30 juli 2018 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De in dit artikel bedoelde vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing kan enkel worden toegepast indien de werkgever en in voorkomend geval de in paragraaf 1, vierde lid, bedoelde vennootschap die de investering heeft verricht, een middelgrote onderneming is."

2^o in paragraaf 2 worden het tweede lid tot en met het zevende lid opgeheven;

3^o in paragraaf 2 wordt het achtste lid, dat het tweede lid wordt, vervangen als volgt :

"De in dit artikel bedoelde vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing kan niet worden toegepast door een werkgever die op het ogenblik van het overleggen van het in § 5 bedoelde formulier een onderneming in moeilijkheden is."

Art. 97. In artikel 2759 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 24 maart 2015, 18 december 2015, en 30 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De in dit artikel bedoelde vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing kan enkel worden toegepast indien de werkgever of in voorkomend geval de in paragraaf 1, vierde lid, bedoelde vennootschap die de investering heeft verricht geen middelgrote onderneming is."

2^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing kan niet worden toegepast door een werkgever zoals bedoeld in artikel 2758, § 2, achtste lid" vervangen door de woorden "in dit artikel bedoelde vrijstelling van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing kan niet worden toegepast door een werkgever die op het ogenblik van het overleggen van het in artikel 2758, § 5, bedoelde formulier een onderneming in moeilijkheden is."

Art. 98. Dans l'article 290, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 8 mai 2014 et modifié par les lois des 10 août 2015 et 26 mars 2018, les mots "et 157" sont remplacés par les mots ", 157 et 168/1".

Art. 99. Dans l'article 294, alinéa 2, 2°, le premier et deuxième tirets, du même Code, inséré par la loi du 8 mai 2014 et modifié par les lois des 10 août 2015 et 26 mars 2018, les mots "et 157;" sont chaque fois remplacés par les mots ", 157 et 168/1".

Art. 100. Dans le titre VII, chapitre VI, section première, du même Code, il est inséré un article 358/1 rédigé comme suit :

"Art. 358/1. Lorsqu'il est constaté que les pertes professionnelles d'une période imposable ont été, entièrement ou partiellement, indûment déduites en application de l'article 78, § 2, ou de l'article 206, § 4, des revenus professionnels des périodes imposables antérieures et que l'impôt pour ces périodes a été, entièrement ou partiellement, indûment dégrévée en application de l'article 375/1, cette déduction indûment accordée peut être corrigée durant le délai d'imposition applicable qui est relatif à la période imposable au cours de laquelle ces pertes professionnelles ont eu lieu."

Art. 101. Dans le titre VII, chapitre VII, section première, du même Code, il est inséré un article 375/1 rédigé comme suit :

"Art. 375/1. Le conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou le fonctionnaire délégué par lui accorde de plein droit le dégrèvement de l'impôt excédentaire établi suite à la rétro-réduction des pertes professionnelles en application de l'article 78, § 2, ou de l'article 206, § 4."

Art. 102. Dans l'article 409 du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999, les mots "à l'article 376" sont remplacés par les mots "aux articles 375/1 et 376".

Art. 103. Dans l'article 410, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999, les mots "à l'article 376" sont remplacés par les mots "aux articles 375/1 et 376".

Art. 104. Dans le titre VII, chapitre VIII, section 5, sous-section 1^{re}, du même Code, il est inséré un article 415/1, rédigé comme suit :

"Art. 415/1. Lorsqu'en application de l'article 375/1, un dégrèvement est accordé et que le montant des pertes professionnelles qui entre en considération pour la déduction des pertes antérieures en application de l'article 78, § 2, ou de l'article 206, § 4, est modifié, un intérêt de retard est dû, par dérogation aux articles 414 et 415, sur la partie de l'impôt qui est liée à la modification du montant des pertes professionnelles portées en déduction, calculé conformément à l'article 414, § 1^{er}, à compter du premier jour du mois qui suit le mois durant lequel le dégrèvement a été accordé."

Art. 105. Dans l'article 419, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 15 mars 1999 et modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 13 juillet 2001 et par la loi du 25 décembre 2017, il est inséré un 4^o/1 rédigé comme suit :

"4^o/1 en cas de remboursement d'impôt en application de l'article 375/1".

Art. 106. A l'article 443^{ter} du même Code, inséré par la loi du 26 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "à l'article 376" sont remplacés par les mots "aux articles 375/1 et 376";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "demande de dégrèvement d'office visée à l'article 376" sont remplacés par les mots "demande de dégrèvement visée aux articles 375/1 et 376".

Art. 107. Pour le dommage qui est définitivement constaté dans une période imposable liée à l'exercice d'imposition 2019, le Roi peut prévoir, par dérogation aux articles 78, § 2, dernier alinéa, et 206, § 4, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, que l'application de la rétro-déduction pour pertes soit demandée à l'aide d'un formulaire séparé. Le Roi détermine la forme et le contenu de ce formulaire et le délai endéans lequel il doit être introduit.

Art. 108. Le présent titre s'applique à partir de l'exercice d'imposition 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 1^{er} janvier 2018.

Art. 98. In artikel 290, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2015 en 26 maart 2018, worden de woorden "en 157 bedoelde vermeerderingen" vervangen door de woorden ", 157 en 168/1 bedoelde vermeerderingen".

Art. 99. In artikel 294, tweede lid, 2°, eerste en tweede streepje, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2015 en 26 maart 2018, worden de woorden "en 157 bedoelde vermeerderingen" telkens vervangen door de woorden ", 157 en 168/1 bedoelde vermeerderingen".

Art. 100. In titel VII, hoofdstuk VI, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 358/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 358/1. Wanneer wordt vastgesteld dat beroepsverliezen van een belastbaar tijdperk, geheel of gedeeltelijk, ten onrechte bij toepassing van artikel 78, § 2, of artikel 206, § 4, zijn afgetrokken van de beroepsinkomsten van vorige belastbare tijdperken en de belasting voor deze tijdperken geheel of gedeeltelijk in toepassing van artikel 375/1 ten onrechte werd ontheven, kan die ten onrechte verleende aftrek worden rechtgezet gedurende de aanslagtermijn die van toepassing is met betrekking tot het belastbare tijdperk waarin deze beroepsverliezen zijn ontstaan."

Art. 101. In titel VII, hoofdstuk VII, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 375/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 375/1. De adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar verleent van rechtswege ontheffing van het teveel aan gevestigde belasting ingevolge de achterwaartse aftrek van beroepsverliezen bij toepassing van artikel 78, § 2, of artikel 206, § 4."

Art. 102. In artikel 409 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999, worden de woorden "artikel 376" vervangen door de woorden "de artikelen 375/1 en 376".

Art. 103. In artikel 410, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999, worden de woorden "in artikel 376" vervangen door de woorden "in de artikelen 375/1 en 376".

Art. 104. In titel VII, hoofdstuk VIII, afdeling 5, onderafdeling 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 415/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 415/1. Wanneer bij toepassing van artikel 375/1 ontheffing werd verleend en het bedrag van de beroepsverliezen dat bij toepassing van artikel 78, § 2, of artikel 206, § 4, in aanmerking komt voor de achterwaartse verliesaftrek wordt gewijzigd, is, in afwijking van de artikelen 414 en 415, op het gedeelte van de belasting dat verband houdt met de wijziging van het bedrag van de in aftrek te brengen beroepsverliezen een nalatigheidsintrest verschuldigd, berekend overeenkomstig artikel 414, § 1, vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de ontheffing werd verleend."

Art. 105. In artikel 419, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 maart 1999 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001 en bij de wet van 25 december 2017, wordt een bepaling onder 4^o/1 ingevoegd, luidende :

"4^o/1 in geval van terugbetaling van belasting met toepassing van artikel 375/1".

Art. 106. In artikel 443^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 26 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "in artikel 376" vervangen door de woorden "in de artikelen 375/1 en 376";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "aanvraag tot ambtshalve ontheffing bedoeld in artikel 376," vervangen door de woorden "aanvraag tot ontheffing bedoeld in de artikelen 375/1 en 376,".

Art. 107. Voor de schade die definitief is vastgesteld in een belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2019 kan de Koning bepalen dat, in afwijking van de artikelen 78, § 2, laatste lid, en 206, § 4, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, de toepassing van de achterwaartse verliesaftrek wordt aangevraagd aan de hand van een apart formulier. De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van dat formulier en de termijn waarbinnen het moet worden ingediend.

Art. 108. Deze titel is van toepassing vanaf aanslagjaar 2019 op de beroepsverliezen die toe te schrijven zijn aan schade aan landbouwteelten, veroorzaakt door ongunstige weersomstandigheden die hebben plaatsgevonden vanaf 1 januari 2018.

TITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 109. Les références à l'article 1 :20 du Code des sociétés et des associations reprises aux articles 8 et 22 de la présente loi, doivent être lues comme des références à l'article 11 du Code des sociétés.

Art. 110. L'article 109 est applicable tant que la loi introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses n'est pas entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 février 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-3424

Compte rendu intégral : 31 janvier 2019

TITEL VII. — Overgangsbepalingen

Art. 109. De verwijzingen naar artikel 1 :20 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, opgenomen in de artikelen 8 en 22 van deze wet, moeten worden gelezen als verwijzingen naar artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen.

Art. 110. Artikel 109 is van toepassing zolang de wet tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen niet in werking is getreden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 februari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-3424

Integraal verslag : 31 januari 2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/30209]

22 DECEMBRE 2016. — Loi modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la loi du 22 décembre 2016 modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique (*Moniteur belge* du 29 décembre 2016).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/30209]

22 DECEMBER 2016. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen van het boek XI van het Wetboek van economisch recht. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de wet van 22 december 2016 tot wijziging van sommige bepalingen van het boek XI van het Wetboek van economisch recht (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 2016).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2019/30209]

22. DEZEMBER 2016 — Gesetz zur Abänderung einiger Bestimmungen von Buch XI des Wirtschaftsgesetzbuches — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Abänderung einiger Bestimmungen von Buch XI des Wirtschaftsgesetzbuches.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST WIRTSCHAFT, KMB, MITTELSTAND UND ENERGIE**22. DEZEMBER 2016 — Gesetz zur Abänderung einiger Bestimmungen von Buch XI des Wirtschaftsgesetzbuches**

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenversammlung hat das Folgende angenommen und Wir sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Vorliegendes Gesetz setzt die Richtlinie 2001/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2001 zur Harmonisierung bestimmter Aspekte des Urheberrechts und der verwandten Schutzrechte in der Informationsgesellschaft teilweise um.

KAPITEL 2 — *Abänderungen des Wirtschaftsgesetzbuches*

Art. 3 - In Buch XI Titel 5 Kapitel 2 Abschnitt 6 des Wirtschaftsgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 19. April 2014, wird ein Unterabschnitt 1, der die Artikel XI.189 bis XI.191 umfasst, mit folgender Überschrift eingefügt:

"Unterabschnitt 1 - Allgemeine Ausnahmen von den vermögensrechtlichen Befugnissen des Urhebers".